

# INpreCOR

Numéro 353 du 22 mai au 4 juin 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB



## France : qui vote pour Le Pen ?



● Yougoslavie : L'abandon de la Bosnie

● Chine : Le "capitalisme réel"

Eduardo Galeano : Contre le blocus de Cuba

# INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 353  
DU 22 MAI AU 4 JUIN 1992**

3

## **YUGOSLAVIE**

L'éclatement de la mosaïque bosniaque  
*Christian POMITZER*

6

## **FRANCE**

Qui vote pour Le Pen ?  
*Interview de Nonna MAYER*

10

## **ALLEMAGNE**

Vive la grève !  
*François VERCAMMEN*

11

## **CHINE**

L'ultime bataille des vieux chefs ?  
*Roland LEW*

14

## **1492-1992**

La longue nuit de l'esclavage  
*John BUDICK*

16

## **CUBA**

Pourquoi confondre Cuba avec l'enfer ?  
*Eduardo GALEANO*

18

## **PEROU**

L'apprenti-dictateur  
*Témoignage d'Hugo BLANCO*

20

## **ETATS-UNIS**

S'organiser pour réussir  
*Dolores TREVISO*

21

La lutte trahie des Caterpillar  
*Frank LOVELL*

24

## **RUSSIE**

La colère passive  
*Poul Funder LARSEN*

25

Y a-t-il une gauche dans l'avion ?  
*TABLE RONDE*

27

Le ras-le-bol des blouses blanches  
*Poul Funder LARSEN*

28

**Nouvelles du monde**  
**THAILANDE — TIERS MONDE**  
**GRECE — GUATEMALA**

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.



## INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-  
Communication) Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe  
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient  
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

### Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.  
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.  
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à  
l'ordre

de "PEC", à adresser à Inprecor,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence

Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement  Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# L'éclatement de la mosaïque bosniaque

**L**A manifestation contre la guerre, qui rassembla des dizaines de milliers de manifestants, le 6 avril 1992, à Sarajevo, constitua la dernière tentative pour arrêter le glissement de cette république vers la guerre.

Le mouvement pacifiste de Bosnie-Herzégovine était le plus fort de l'ancienne Yougoslavie — il était évident, depuis le début, que la guerre serait meurtrière, car aucun des trois groupes ethniques de cette république — Serbes, Croates ou Musulmans — n'est numériquement majoritaire.

Aucune force politique significative ne soutenait les militants antiguerre — lors de cette manifestation, on pouvait voir des drapeaux yougoslaves frappés de l'étoile rouge, des bannières de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY, dissoute en 1990) (1), et même des portraits de Tito. La fin de la manifestation fut aussi symbolique : des gardes serbes embusqués tirèrent sur la foule depuis les fenêtres de l'Holiday Inn, le centre du Parti démocratique serbe (PDS) et de son leader, Radovan Karadzic.

Ensuite, quelques manifestants occupèrent l'édifice du Parlement, et mirent en place un "parlement du peuple" dont les séances furent retransmises à la télévision ; ils instaurèrent un Comité de salut national de 25 membres. C'était la fin des activités pacifistes — le lendemain, les manifestants se replièrent chez eux et la guerre éclata.

Depuis l'éclatement du conflit en Croatie et après la proclamation de la "République autonome serbe de la Krajina" par les dirigeants serbes autoproclamés, des aspirations similaires apparurent dans les zones de Bosnie-Herzégovine majoritairement peuplées de Serbes.



**Selon des estimations officielles, publiées le 10 mai 1992, 1 320 personnes ont été tuées depuis le début des hostilités en Bosnie-Herzégovine, alors que 6 700 autres sont blessées. Le président de la Croatie, Franjo Tudjman, et celui de Serbie, Slobodan Milosevic, souhaitent une partition de cette république (voir Inprecor n° 348 du 13 mars 1992), et, comme ils ne parviennent pas à leurs fins par des moyens pacifiques, ils n'hésitent pas à employer des soldats et des milices de volontaires. La Communauté européenne (CE) soutient la partition de la Bosnie en cantons ethniques et elle n'a rien fait pour enrayer la montée de la violence, bien au contraire.**

**Le comité international de la Croix-Rouge est tout aussi impuissant face à l'afflux de réfugiés — 650 000 personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine, 1,5 million dans l'ensemble de l'ancienne Yougoslavie. Les pays membres de la CE, en outre, ne s'empresseront sûrement pas d'ouvrir leurs portes aux réfugiés — la Norvège et l'Allemagne ont déjà annoncé qu'elles allaient restreindre les conditions d'accueil des exilés.**

---

**Christian POMITZER**

---

La stratégie du PDS passe par la division de la Bosnie-Herzégovine en cantons ethniques (2). L'Association démocratique croate (ADC), un rejeton du parti du président de Croatie, Franjo Tudjman, poursuit un objectif similaire par rapport aux zones

croates de Bosnie. Les visées des groupes serbes et croates en Bosnie s'expliquent par la dépendance étroite qui existe entre les différentes directions nationalistes et leurs "pays nats".

Déjà, vers le milieu 1991, des pourparlers secrets avaient eu lieu entre le président Tudjman et son homologue serbe, Slobodan Milosevic, concernant un éventuel accord sur la partition de la Bosnie ; le plan de "cantonisation" n'était qu'un premier pas en ce sens. Les négociations récentes, sous les auspices de la CE, ne tombent pas du ciel.

Dès le départ, les Serbes revendiquaient 70 % du territoire et les Croates 35 %, laissant aux Musulmans — qui au début s'opposaient à la partition et à la "cantonisation" — moins que des miettes. Ces derniers ont finalement commencé à soutenir le plan de "cantonisation", tout en manifestant des résistances face à ce "moindre mal" — la CE en faisait une condition pour reconnaître la Bosnie-Herzégovine.

Il n'y a qu'une région véritablement homogène, du point de vue de sa population, en Bosnie-Herzégovine, ce qui constitue un problème à l'heure de diviser cette république en cantons ethniques.

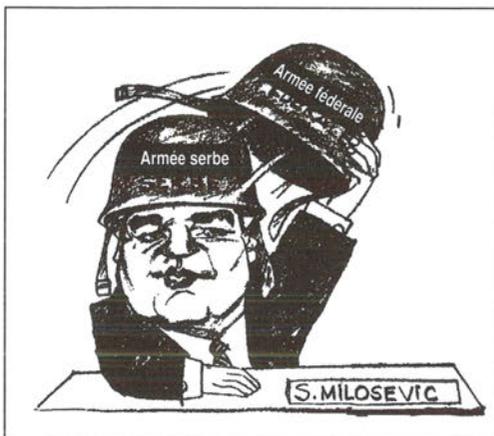
On ne pourrait y parvenir que par des exodes ou par l'assimilation forcée de communautés entières.

Le régime serbe a provoqué la destruction de la Yougoslavie en jouant la carte nationaliste pendant des années.

Lorsque, en mars 1991, les critiques du régime de Belgrade manifestèrent pour exiger une démocratisation, Milosevic décida de déclencher les hostilités. La priorité fut désormais donnée au "salut" des commu-

1) Voir Inprecor n° 327 et 335 des 29 mars et 19 juillet 1991.

2) Voir Inprecor n° 348 du 13 mars 1992.



nautés serbes en Croatie et, ensuite, en Bosnie. Cependant, la guerre avec la Croatie n'apaisa pas les protestations en Serbie — alors que le régime subit une pression permanente et croissante des dirigeants serbes de Croatie et de Bosnie et de l'armée fédérale.

### Les intérêts de l'armée fédérale

Pour parvenir à préserver l'unité entre toutes ces forces, Milosevic veut former la Grande-Serbie, présentée au monde comme la "troisième Yougoslavie", dans laquelle les territoires arrachés à la Croatie et à la Bosnie s'ajouteront à la Serbie et au Monténégro. En fait, selon ce projet, toute la Bosnie devrait s'intégrer dans le nouvel Etat ; mais, dans la mesure où les Croates et les Musulmans de cette république opposent une forte résistance, Milosevic envisage de se tailler un morceau de territoire bosniaque aussi grand que possible, en utilisant l'armée fédérale et les combattants volontaires aguerris par la campagne de Croatie.

L'armée fédérale a aussi ses intérêts propres en Bosnie-Herzégovine, qui coïncident dans une large mesure avec ceux de la Serbie. L'armée a perdu d'importantes sphères d'opération en Slovaquie et en Croatie ; si elle venait à perdre la Bosnie, où 100 000 hommes de troupe sont stationnés — environ la moitié des effectifs "fédéraux" — sa taille actuelle serait remise en question. De plus, dans l'ancienne Yougoslavie, la Bosnie était l'armurerie des militaires — les deux tiers de la production militaire de la fédération y sont concentrés.

L'état-major s'accroche donc à la Bosnie comme à son dernier bastion, en dehors de la Serbie — celle-ci étant en banqueroute, elle aura du mal à continuer à financer une armée de la taille actuelle.

Les forces armées se battent aussi pour préserver leur source d'approvisionnement, comme ce fut évident lors des combats contre les unités territoriales croates et musulmanes à Mostar. Enfin, l'armée prétend aussi jouer un rôle d'arbitre, comme à

l'occasion du bain de sang dans la ville-frontière de Zvornik.

Franjo Tudjman a officiellement reconnu l'indépendance de la Bosnie, et il a proposé aux citoyens croates de cette république la double nationalité. Il a autorisé le départ des membres de la Garde nationale croate originaires de Bosnie pour qu'ils participent aux combats dans leur pays. Il est évident que le gouvernement croate, tout comme celui de la Serbie, a fourni de l'argent et des armes aux para-militaires croates de Bosnie depuis le début 1992. On sait aussi que des unités des Forces de défense croates (HOS), l'aile militaire du parti fasciste de Dobroslav Paragas, ont effectué des opérations en Herzégovine occidentale ; si la Bosnie éclatait, la Croatie pourrait essayer d'annexer cette région. La lutte pour Kupres, qui se trouve aux marges de la région croate, et qui représente une des plus importantes positions stratégiques pour les différentes parties en conflit, vise à marquer le terrain de la zone d'influence croate.

### La fragmentation politique de la Bosnie

Peut-on parler, dans ces circonstances, d'une vie politique autonome en Bosnie-Herzégovine ? Lors des premières élections libres de 1990, les anciens communistes subirent une défaite plus cuisante que dans les autres républiques de l'ancienne fédération ; cette déconfiture s'explique, entre autres, par le scandale financier d'"Agrokomer" — la plus importante histoire de corruption de la Yougoslavie, qui entraîna la suppression de milliers d'emplois. Cette déroute profita, en premier lieu, aux partis nationalistes anticommunistes implantés dans les trois groupes ethniques.

La majorité des sièges du Parlement allèrent au Parti musulman d'action démocratique d'Alitja Izetbegovic, le Premier ministre ; les autres se partageant entre le Parti démocratique serbe et l'Association démocratique croate. Dans la mesure où aucune de ces formations n'avait la majorité absolue, elles furent contraintes de former une grande coalition, en se répartissant le pouvoir à la proportionnelle.

Mais les aspirations nationales dominèrent très vite la discussion politique, au détriment des questions économiques et sociales. Les partis serbe et croate restaient fidèles aux intérêts de leurs sponsors extérieurs — le Parti musulman n'en ayant pas, Izetbegovic a établi des contacts avec le monde musulman, dont il a reçu une certaine aide financière. Mais, les Musulmans bosniaques ont surtout été livrés à eux-mêmes.

La notion de "Musulman", comme caté-

gorie ethnique, est le produit de la politique de Tito, qui voulait créer une nation tampon entre les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes. Mais, on assiste en Bosnie à une renaissance réelle du sentiment islamique, qui n'a pas encore pris une direction fondamentaliste. Durant la campagne électorale, Izetbegovic se présentait sous le mot d'ordre « Tradition et tolérance », et il semble être partisan d'une république bourgeoise multi-ethnique. La renaissance du nationalisme serbe et croate, en Bosnie, est étroitement liée aux événements des "républiques mères", la Serbie et la Croatie.

Le vide idéologique et la profonde crise économique ont également contribué à fertiliser le terrain du nationalisme.

### La banqueroute économique

L'éclatement de la Yougoslavie et les obstacles au commerce créés par la guerre ont placé la Bosnie, qui dépend de la Croatie et de la Serbie pour son approvisionnement alimentaire, dans une situation économique très précaire. En mars 1992, l'inflation a atteint 45 % et le chômage touche 30 % de la population active ; les salariés ont subi une grosse perte de leur pouvoir d'achat. En plus, la Bosnie n'a pas de réelle direction politique à cause de la fragmentation intérieure. L'attitude du gouvernement bosniaque, et notamment du Parti musulman d'action démocratique, face aux différentes alternatives — une fédération, une confédération ou l'indépendance —, dépendrait, avant tout, du rapport de forces politique changeant de la Yougoslavie.

Après le départ de la Slovaquie et de la Croatie de la Yougoslavie, la Bosnie était obligée de prendre une décision. La Slovaquie avait pu résister avec succès à l'intervention militaire et la Croatie sombre dans la guerre. La Bosnie, et notamment le Parti musulman d'action démocratique, essaya de rester neutre. Pour Izetbegovic, la confédération était le seul moyen de maintenir la Bosnie à l'écart des conflits nationaux. Cependant, après le départ de la Croatie, seul contre-poids possible à la Serbie, la Bosnie se retrouva face à deux alternatives : soit entrer dans une fédération yougoslave dominée par la Serbie — ce qui aurait entraîné une forte croissance de l'influence du parti nationaliste serbe en Bosnie —, soit choisir son indépendance.

Cette dernière option supposait l'acceptation de la "cantonisation" proposée par la CE, appelée comme médiateur. A partir de là, il est devenu très difficile de suivre les différentes motivations des forces politiques et des individus impliqués — il y a trop de facteurs en jeu.

Si Izetbegovic choisissait l'indépendance, il devait se tourner vers l'Association

démocratique croate comme partenaire possible dans une coalition, même si elle était très peu digne de confiance. Mais cela serait apparu comme une provocation vis-à-vis du Parti démocratique serbe.

Le 9 janvier 1992, le PDS revendiquait « une république serbe en Bosnie-Herzégovine », ripostant à la déclaration de souveraineté du Parlement bosniaque contre laquelle il avait voté. Le leader musulman espérait, à l'époque, contenir le PDS en organisant un référendum sur l'indépendance et grâce à la reconnaissance de la CE. Mais le scrutin confirma le *statu quo* : les Musulmans et les Croates votèrent massivement pour l'indépendance de la Bosnie, alors que les Serbes boycottèrent le scrutin. Izetbegovic ne pouvait plus reculer sans perdre la face.

### L'engrenage

Le 7 avril 1992, juste après le référendum, la "République des Serbes de Bosnie-Herzégovine" fut proclamée dans le territoire contrôlé par la milice serbe de Croatie et par des unités serbes de la force de défense territoriale bosniaque.

Le lendemain, le gouvernement des Musulmans et des Croates, qui perdait rapidement tout contrôle sur son territoire, proclama l'état d'urgence et s'empara du commandement de la force de défense territoriale de Bosnie pour former le noyau d'une nouvelle armée régulière bosniaque.

Comme en Croatie, la CE et les Nations-Unies sont devenues des acteurs du carnage. L'enthousiasme de la CE pour la "cantonnisation" montre son incompréhension de la situation. Aujourd'hui, la "cantonnisation" se réalise de fait par la guerre, les massacres, les pillages et l'exode de centaines de milliers de personnes.

Les priorités des Nations-Unies sont claires. Les élections aux Etats-Unis ne se gagneront pas dans les Balkans, alors que le problème de la Libye revient sur le devant de la scène — mais un changement d'attitude semble apparaître depuis quelques jours à Washington. Le malheureux peuple de Bosnie attend d'être soulagé par les troupes des Nations-Unies.

Pourtant, les troupes de l'ONU ne feront rien avant que la "cantonnisation" de la Bosnie ne soit achevée. Après — des dizaines de milliers de vies plus tard — l'ONU s'occupera d'assurer la sécurité des zones d'influences serbes et croates et l'établissement d'un Etat musulman dans ce qui restera de territoire. Le mouvement pacifiste a du mal à répondre à l'engrenage de la guerre. Le conflit en Bosnie-Herzégovine, comme en Croatie, risque de devenir une réalité quotidienne. ★

Die Linke, mai 1992

# Qui vote pour Le Pen ?



Les récentes élections qui ont eu lieu en Europe, fin 1991 et début 1992, révèlent la percée, plus ou moins importante, de mouvement réactionnaires, populistes ou fascistes (voir *Inprecor* n° 351 du 24 avril 1992). Même s'ils ne s'appuient pas sur une dynamique totalement identique — les questions régionales, par exemple, en Belgique et en l'Italie —, ils émergent dans une situation profondément dégradée, tant au niveau économique et social que politique. Partout, la crise des institutions a profité aux partis d'extrême droite.

En France, les élections cantonales et régionales du 22 mars 1992 ont confirmé la persistance du Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen dans le paysage politique (voir *Inprecor* n° 350 du 10 avril 1992), avec près de 14 % des suffrages exprimés.

Si l'ampleur du "phénomène Le Pen" est maintenant une donnée de la vie politique française, la typologie de ses électeurs, leur évolution et leurs motivations sont moins connues.

*Inprecor* a rencontré Nonna Mayer, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à l'unité du Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF). Elle a dirigé, entre autres, avec Pascal Perrineau, un ouvrage collectif *Le Front national à découvert* aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Nous poursuivrons, dans les prochains numéros d'*Inprecor*, le tour de l'Europe des mouvements réactionnaires et fascistes en Italie, en Allemagne et en Belgique.

**INPRECOR : Quelle est la réalité de la présence du FN dans les institutions françaises ?**

**Nonna MAYER :** Il ne faut pas exagérer : il possède maintenant trois conseillers généraux, 239 conseillers régionaux — il n'y a plus que 10 départements où il n'a pas encore de conseillers —, et près de 1 700 conseillers municipaux et dirige une trentaine de mairies. Il compte, par ailleurs, un député au Parlement français et une dizaine de députés au Parlement européen. Cela ne représente pas un poids institutionnel très important, mais il faut souligner que son influence dépasse le nombre de ses représentants élus.

Depuis 1972, c'est un parti qui s'est solidement implanté. On peut estimer aujourd'hui qu'il a quelque 50 000 adhérents, en mesure de quadriller le territoire national français — cela représente la moitié moins de ce que revendique le FN, mais c'est tout de même considérable.

En plus de cette forte implantation partisane, il a essayé d'étendre son influence, par le biais d'associations diverses, dans tous les milieux professionnels. Il existe des cercles auprès des anciens combattants, des dockers, des femmes, des jeunes, des personnels de la santé. Toute une constellation de cercles prolongent son influence. A l'université également, le Renouveau étudiant et le Cercle national des étudiants de Paris ont fait élire quelques représentants, profitant du très fort taux d'abstention des étudiants. Mais, il n'y a pas un raz-de-marée lepéniste. Ce qui est important, aujourd'hui, c'est son potentiel électoral qui varie, depuis 1984, entre 10 et 14 % des suffrages exprimés.

Lorsqu'on demande régulièrement dans les sondages « Y-a-t-il un parti pour lequel vous ne voteriez en aucun cas ? », deux Français sur trois citent le FN, ce qui veut dire qu'un Français sur trois n'exclut pas de voter pour lui. Enfin, le sondage effectué par *Le Monde*, en octobre 1991, montre qu'il y a une nette progression de l'influence des idées du FN, puisqu'aujourd'hui un Français sur trois est d'accord avec ses idées.

◆ **Le FN a commencé à construire son influence autour de la question**

*du racisme et de l'immigration. Mais dans le débat sur sa caractérisation comme organisation fasciste ou pas, un des aspects à souligner est sa capacité à aller au-delà de ces thèmes pour couvrir des terrains qui impliquent d'autres constructions idéologiques, comme, par exemple, la défense de l'espèce, l'écologie, etc. Est-ce que cela correspond à une évolution récente ? De quelle manière cible-t-il différentes catégories sociologiques ?*

Le FN fait des tentatives très nettes pour élargir son influence et pour marcher sur les plates-bandes des autres partis, notamment depuis 1991, sur les thèmes de l'écologie et de l'environnement, et en direction des agriculteurs — les deux étant assez liés — avec la création d'un Cercle national des agriculteurs. Jusqu'à présent cela n'a pas marché : le président démissionnaire de ce cercle, Alexis Arette, a pris ses distances vis-à-vis du FN. C'est un ancien membre de la Fédération française de l'agriculture (FFA), un des réseaux par lequel le FN espérait s'implanter dans les milieux agricoles. Pour le moment, c'est un échec. Il existe localement des notables acquis aux thèses du FN, et on peut constater, à certains endroits, une légère augmentation du vote rural pour Le Pen, notamment dans la région Centre, en Champagne.

Mais, lorsqu'on analyse les résultats nationaux, les agriculteurs restent, avec les enseignants, ceux qui résistent le plus aux sirènes du FN. Ils cumulent tous les facteurs qui font barrage à l'influence du FN : fortement organisés et syndiqués, fortement contrôlés par la droite classique (essentiellement par le Rassemblement pour la République — RPR), avec une forte proportion de catholiques pratiquants. Or, contrairement à ce que l'on croit, les catholiques les plus pratiquants sont les plus hostiles au FN.

◆ *Quel est le type d'électorat du FN et, surtout, quelle a été son évolution depuis cinq ou six ans ?*

C'est un électorat évolutif, il a des caractéristiques générales qui se sont confirmées avec le temps. Il faut l'analyser sur deux plans : le FN est un parti nouveau, qui a mordu sur les électeurs des partis existants, et il faut distinguer les caractéristiques politiques et sociologiques de ses électeurs.

Prenons les caractéristiques politiques : en 1984, lorsqu'il apparaît pour la première fois sur la scène politique française, les sondages montrent que le FN recueille des suffrages dans toutes les catégories de la population et parmi tous les électors. Mais, c'est un électorat très marqué à droite. Il

profite, à l'époque, d'une radicalisation d'une partie de la droite face à l'arrivée des "socialo-communistes" au pouvoir.

A partir de 1986, il récupère les "déçus du socialisme", des milieux moins marqués à droite et plus populaires. Son électorat se diversifie. Le cas de Paris est, à cet égard, très significatif : au niveau des 80 quartiers *intra-muros*, lors des élections européennes de 1984, la carte du vote Le Pen montre que ce sont surtout les "beaux quartiers" de l'Ouest qui ont voté pour lui ; à partir de 1986, c'est vers les quartiers populaires de l'Est parisien que les bastions du FN se sont déplacés, même si on note toutefois qu'il obtient des voix dans tous les quartiers de la capitale.

A partir de 1988, ces deux types d'électorat bourgeois et populaire fusionnent.

Le Centre de la vie politique française (CEVIPOF) a fait une grande enquête post-électorale après l'élection présidentielle de 1988. On observe, parmi les électeurs qui avaient voté pour Le Pen au premier tour de l'élection, que seulement un tiers avait voté pour le FN aux élections législatives de 1986. Il y a donc un fort taux de renouvellement de son électorat. Comment les deux tiers restants avaient-ils voté en 1986 ? 50 % avaient choisi la droite classique ; un quart, la gauche — et massivement la gauche socialiste — ; le reste, un petit tiers, n'était pas inscrit sur les listes électorales, il s'agissait d'électeurs trop jeunes pour voter ou bien qui ne se sont pas dérangés pour aller voter. Contrairement aux idées reçues, l'électorat du FN vient plutôt de la droite classique, mais il y a aussi une forte minorité d'électeurs de gauche ou d'électeurs apathiques, abstentionnistes.

Bien sûr, compte tenu de ses origines politiques différentes, cet électorat est sociologiquement diversifié, moins typé que celui de la droite modérée et de la gauche. Mais, certaines catégories votent plus FN que d'autres : c'est d'abord un électorat urbain — en 1988, 52 % des électeurs de Le Pen vivaient dans des villes de plus de 100 000 habitants. La carte des zones de force du FN se situe au Nord-Est d'une ligne le Havre, Valence, Perpignan ; c'est la France urbaine, la France industrielle, la France où il y a des immigrés.

Ensuite, c'est un électorat très masculin. Les hommes, quel que soit le type d'élection, votent plus souvent pour le FN, pour une raison assez compréhensible : le FN remet en cause tous les acquis féministes, les droits des femmes (droit à l'avortement, travail des femmes, etc.). Deux catégories votent nettement plus souvent pour le FN : d'abord, les petits commerçants et les artisans, depuis 1986 ; en 1984, c'était le cas des gros commerçants, industriels, professions libérales. Progressivement, c'est chez

les ouvriers que le Front national fait également ses meilleurs scores, en particulier chez les ouvriers qualifiés — de l'ordre de 19 % des suffrages exprimés, aux élections régionales de 1992, contre 16 % chez les petits patrons. Il faut souligner que ce n'est pas le *lumpen proletariat* qui vote le plus pour le FN. Si on prend les caractéristiques moyennes de ces électeurs, ils ont même un revenu moyen supérieur au revenu moyen des Français, ils ont plus de patrimoine, sont plus souvent propriétaires de leur entreprise ; ils ont plus souvent un petit diplôme (CAP, diplôme technique) — et leur taux de chômage n'est pas supérieur à la moyenne nationale.

◆ *La confusion sur l'ampleur du transfert des votes du Parti communiste (PC) vers le Front national — qui représente à peine plus de 3 % — vient d'une illusion très répandue en France, selon laquelle, dans les quartiers populaires, on aurait toujours voté très majoritairement pour la gauche. Or, il existe un vote populaire pour le RPR. Il peut donc y avoir un transfert de votes RPR-ouvrier vers le Front national.*

*Traditionnellement, la gauche française pense qu'il y a une généralisation du vote de classe maintenue au fil des années — qui, en fait, est entrée en crise au début des années 50, 60 avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.*

Il n'y a jamais eu de catégorie sociale politiquement monocolore, le "vote ouvrier" n'existe pas, pas plus que le "vote petits commerçants-artisans" ; il y a simplement, des ouvriers, une probabilité plus forte de voter pour un parti de gauche, ou pour les écologistes, que chez les petits commerçants-artisans.

Lorsqu'on croise les variables politiques et les variables socio-professionnelles, on voit clairement que les électeurs qui votent avant pour la gauche, et qui sont passés au FN, sont plus souvent des ouvriers. On constate même qu'ils ont un système de valeurs semblable à celui des électeurs qui sont restés fidèles aux partis de gauche, sauf sur deux points. Interrogés sur le Revenu minimum d'insertion (RMI) ou sur l'impôt sur les grandes fortunes, ils répondent comme les électeurs de gauche, comme les autres ouvriers, ils sont pour. Mais quand on les interroge sur le problème de l'immigration ou de l'insécurité, ils répondent comme les électeurs fidèles du FN. Ce qui amène naturellement à une question : pourquoi cette fixation sur ses deux problèmes ?

L'explication semble moins tenir à des facteurs objectifs (recrudescence des agres-

## Vote aux élections régionales de 1992

	Extrême gauche	PC	PS	Divers gauche	Génération écologie	Verts	Catégoriels	UDF RPR	Divers droite	FN	
<b>Ensemble</b>	1,5	8	18	2,5	7	7,5	4	33	4,5	14	<b>100 %</b>
<b>Sexe</b>											
Hommes	2	8	17	2	6	7	5	34	4	15	<b>100 %</b>
Femmes	2	8	20	3	8	8	3	31	5	12	<b>100 %</b>
<b>Age</b>											
18 à 24 ans	2	6	17	1	13	8	5	29	7	12	<b>100 %</b>
25 à 34 ans	2	10	17	3	8	10	5	28	4	13	<b>100 %</b>
35 à 49 ans	2	8	19	3	7	9	4	31	4	13	<b>100 %</b>
50 à 64 ans	1	8	15	2	5	5	2	40	5	17	<b>100 %</b>
65 ans et plus	1	7	21	3	3	3	3	38	4	17	<b>100 %</b>
<b>Profession de l'interviewé</b>											
Agriculteur	1	3	12	—	3	7	15	47	—	12	<b>100 %</b>
Artisan, commer.	1	3	12	2	6	5	3	45	7	16	<b>100 %</b>
Prof.lib., cadres sup.	1	6	15	2	9	7	5	41	6	10	<b>100 %</b>
Prof.intermédiaire	2	8	17	3	7	9	4	34	6	10	<b>100 %</b>
Employé	2	9	22	2	9	9	4	26	3	14	<b>100 %</b>
Ouvrier	1	11	19	2	9	10	8	19	2	19	<b>100 %</b>
Inactif	1	9	20	3	4	4	3	35	4	17	<b>100 %</b>
<b>Vote aux élections européennes de 1989</b>											
PC	1	83	7	1	1	2	1	1	—	3	<b>100 %</b>
PS	2	6	56	5	9	7	4	6	2	3	<b>100 %</b>
Ecologiste	3	1	8	2	23	39	5	11	2	6	<b>100 %</b>
Centre	1	1	8	2	23	39	5	11	2	6	<b>100 %</b>
UDF-RPR	—	—	2	1	1	2	2	79	7	6	<b>100 %</b>
FN	—	1	3	—	1	1	2	8	3	81	<b>100 %</b>
Abstention	1	7	14	2	11	10	6	28	3	18	<b>100 %</b>

Source : Sondage BVA/Libération, Antenne 2, FR3, France Inter/France Info, Paris Match, effectué le 22 mars 1992 auprès de 3 223 électeurs, interrogés à la sortie des bureaux de vote de la métropole.

sions, contacts fréquents avec des immigrés), que subjectifs, de l'ordre de l'imaginaire et du phantasme. Ils ne sont pas plus souvent agressés ou attaqués que la moyenne, mais ils ont peur de l'être. Ils ne sont pas plus exposés que les autres aux prétendus troubles de voisinage engendrés par la proximité des immigrés, mais ils les ressentent comme une menace. C'est le phénomène de "halo", décrit par Pascal Perrineau ; les gens qui vivent dans des petits pavillons, près des cités populaires (HLM) et des immeubles à forte concentration immigrée, votent souvent plus pour le FN que ceux qui cohabitent avec les immigrés.

◆ *Toute une série d'articles est parue sur le vote protestataire, lié à la crise des institutions et de la citoyenneté, c'est-à-dire à un vote de certaines catégories sociales, qui peut être un vote de révolte et de refus. Le Pen dénonce, par exemple, la "bande des quatre", mais les gens, eux, dénoncent la classe politique, qui correspond à l'image qu'ils ont des institu-*

*tions. Au-delà de la question de l'immigration, n'y a-t-il pas aussi un rejet, un dégoût des institutions et de l'appareil d'Etat en crise, comme ailleurs en Europe ?*

Il existe effectivement un phénomène de lassitude à l'égard des gouvernants en place, qu'on trouve dans toutes les grandes démocraties occidentales. Lorsqu'on regarde les résultats des sondages, on voit que les électeurs de Le Pen sont les plus sensibles au problème de la corruption et à l'incapacité de la classe politique à les représenter et à défendre leurs intérêts. Les scandales, les fausses factures, les délits d'initiés, les deux lois d'amnistie, concernant les délits liés au financement des partis politiques, ont beaucoup servi la cause de Jean-Marie Le Pen.

Ces attaques contre la "bande des quatre" renvoient à une réalité ; les quatre grands partis n'ont pas réussi à résoudre la crise économique, à faire baisser le taux de chômage. Du même coup, la formation de Le Pen apparaît paradoxalement comme un des derniers partis porteurs d'espoir. Sur

l'échiquier politique français, seuls deux partis ne sont pas passés par l'épreuve du pouvoir : le FN à l'extrême droite, et les Verts.

Après toutes les grandes batailles idéologiques des années 70-80, on a également le sentiment que les électeurs se replient sur des enjeux politiques plus concrets (environnement, insécurité, etc.). Tout cela reflète un sentiment général d'usure du pouvoir.

Un phénomène culturel plus vaste caractérise les démocraties occidentales : nos partis politiques sont vieux. Leurs racines plongent dans le XVIII<sup>e</sup> ou le XIX<sup>e</sup> siècle, ils se sont fondés sur des clivages politiques, ou religieux qui ont perdu de leur importance aujourd'hui. Les jeunes générations et les femmes, en particulier, qui participent de plus en plus à la vie politique, ne s'y reconnaissent plus. Des facteurs à la fois structurels et conjoncturels qui expliquent donc cette crise.

◆ *On risque de tirer des conclusions assez unilatérales concernant la situation politique en général, vis-à-*

*vis du phénomène Le Pen. On dit que cela représente une baisse de la conscience de classe, ou de la conscience sociale, ce qui est vrai. Mais, en même temps, cela révèle qu'une partie de la société cherche une réponse à la crise de l'Etat, des institutions de manière fautive et réactionnaire. Cela décrit un phénomène contradictoire. C'est intéressant par rapport aux banlieues, car on voit, par exemple, le Front national cibler les électeurs du PC.*

Les communistes ne sont passés avec armes et bagages au FN ; mais le type d'électeur qui, il y a dix ans, aurait émis un vote protestataire, sans forcément adhérer par conviction aux idées du PC, qui se tourne vers le FN. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il vote "pour" ce parti, qu'il soit acquis à ses idées de manière définitive. C'est au FN que la mobilité électorale est la plus forte.

◆ *Qu'en est-il du vote des jeunes pour le FN ?*

A la veille des élections régionales, un quart des jeunes de moins de 25 ans se disaient prêts à voter pour le FN. Mais il y avait manifestement une part de provocation dans leurs réponses. En réalité, c'est finalement dans les tranches d'âge les plus jeunes que les listes du FN ont fait leurs plus mauvais scores. Il y a, pour l'instant, une relation inverse entre jeunesse et vote Le Pen (voir le tableau en p.7).

◆ *C'est une différence avec l'Italie, par exemple. A Milan, un fort taux de jeunes vote pour les Ligues lombardes.*

On ne peut pas systématiquement comparer ces deux situations. Des facteurs communs existent, mais ensuite chaque formation reflète l'histoire spécifique des pays. En Italie, il y a essentiellement un problème régional ; la vieille opposition entre le Nord et le Sud.

◆ *Quelle est la nature, l'implantation sociale et la réalité du FN ?*

Il a beaucoup évolué. Lors de ses premiers congrès, les cadres étaient plutôt jeunes. Mais, aujourd'hui, ce parti a vieilli. Ses membres sont plus âgés, plus privilégiés

et plus masculins encore que son électorat. Les classes moyennes et les indépendants y sont très fortement sur-représentés. Ils forment un noyau dur extrémiste et politisé, qui se situe beaucoup plus fréquemment à l'extrême droite sur l'échelle gauche-droite que les électeurs du FN.

Sur le plan idéologique, ils sont plus radicaux que les électeurs : plus autoritaires, plus hostiles aux immigrés, plus antisémites, plus nationalistes et plus conservateurs dans le domaine des mœurs (avortement, sexualité) (1).

◆ *Quel est le lien, selon vous, entre la guerre d'Algérie et le Front national ?*

Chaque fois qu'on interroge des militants du Front national sur leurs motivations, surgit d'une part, l'anticommunisme, d'autre part, la nostalgie de la grandeur française, et le refus de la décolonisation. Les cadres du

Il existe des cercles, dont le plus important est Entreprise moderne et Libertés. Un certain nombre de patrons qui subventionnent régulièrement le Front national, de grosses entreprises (la baronne BIC, notamment). Là, on entre dans un autre débat sur les sources du financement du FN : la secte Moon, ainsi que les héritages providentiels dont Jean-Marie Le Pen a bénéficié, mais aussi, les contributions des militants. On sait, par ailleurs, que pour figurer en bonne place sur les listes du FN, les candidats doivent verser des sommes importantes, allant de quelques milliers à plusieurs millions de francs.

◆ *Peut-on tirer des conclusions quant à l'implantation par grandes régions du FN ?*

Son terrain de prédilection est la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), qui constitue pour lui une région symbolique, tournée vers "l'invasion des immigrés". C'est aussi la région où sont le plus présents les pieds-noirs (3), avec un contentieux particulier à l'égard des Arabes... Pour toutes ces raisons, l'implantation du FN y est particulièrement marquée.

◆ *On a parlé aussi d'une évolution des candidats et de l'appareil du FN. Dans un premier temps, on a affaire à des transfuges du RPR et de l'Union pour la démocratie (UDF), avec particulièrement des gens du RPR, pas vraiment infiltrés mais en contact depuis longtemps avec le FN. Une partie de ces notables sont repartis dans l'autre sens, et les candidats des dernières élections étaient de véritables cadres de l'extrême droite et de longue date du FN.*

Il est difficile pour un petit parti de susciter des candidatures, et surtout de s'implanter sur l'ensemble du territoire dès lors qu'il s'agit d'élections cantonales, municipales ou régionales. Au départ, le FN a eu du mal à trouver des candidats, au point



Front national sont, pour l'essentiel, des militants qui se sont opposés à la politique gaulliste dans les années 60 et qui étaient pour l'Algérie française. La carrière de Jean-Marie Le Pen, à cet égard, est exemplaire : il est d'abord député poujadiste, puis il s'occupe de la campagne présidentielle de Tixier-Vignancour (2) ; il est de tous les combats contre l'indépendance de l'Algérie.

◆ *Est-ce que l'on connaît le type de militantisme du FN dans les entreprises ?*

1) Voir Colette Ysmal in *SOFRES, L'état de l'opinion 1991*, Seuil, Paris.

2) Jean-Louis Tixier-Vignancour, président du Parti des forces nouvelles, fondé en 1974, après la dissolution d'Ordre nouveau en 1973 et l'échec du Front national de Jean-Marie Le Pen aux présidentielles de 1974. J.L. Tixier-Vignancour a été candidat à la présidence de la République en 1965.

3) Français d'Algérie, rapatriés en mai 1962, peu avant la proclamation d'indépendance de l'Algérie.

qu'il a souvent recruté par petites annonces. C'est le cas à Aulnay-sous-Bois, par exemple, où certains cadres actuels du FN ont été recrutés par des annonces dans *Minute*, lors des élections municipales partielles de 1983.

Depuis, le parti a évolué. Sous la direction de Jean-Pierre Stirbois, le précédent secrétaire général, il a été totalement réorganisé, centralisé, étoffé, des écoles de formation de cadres ont été créées. Après la précipitation des débuts, où il a fallu faire appel à des candidats venus de l'extérieur, des notables susceptibles de rassurer l'opinion, comme en 1986, progressivement, le FN s'est constitué un potentiel de candidats motivés, plus formés. Cette transformation a été poursuivie par l'actuel secrétaire général, Carl Lang. Le parti s'est professionnalisé.

◆ *Y a-t-il eu des enquêtes sur l'appareil militant et son rapport à la violence, physique ou sociale ? Est-ce qu'il y a des liens entre le FN et des groupes néo-nazis ?*

D'une certaine manière, le FN sert de rempart à la violence. Il tient à une image de respectabilité. Progressivement, il s'est débarrassé des skinheads, les éléments les plus gênants, susceptibles de compromettre son image. En 1984, un sondage de la SOFRES (institut de sondage), auprès de sympathisants du FN et du Parti des forces nouvelles (PFN), montrait qu'un quart d'entre eux seulement étaient tentés par un coup de force pour chasser la gauche du pouvoir (4). De temps en temps, évidemment, cela dérape. Il y a une violence verbale manifeste dans certains propos de Jean-Marie Le Pen ou du cinéaste Claude Autant-Lara.

Et puis, il y a eu les incidents à l'Assemblée nationale, dans la nuit du 10 au 11 octobre 1987, quand les députés du FN semèrent la pagaille en tournant les clés des boîtiers de vote électroniques dans toutes les travées (5).

◆ *Dans la vague précédente de montée du fascisme, l'affrontement était à l'ordre du jour, du fait de ce qu'était le mouvement ouvrier, les formes de luttes à l'époque, etc. La violence y était inscrite obligatoirement. Aujourd'hui, la crise et la décomposition du mouvement ouvrier sont telles que, au moins pour le moment, pour un parti qui n'est pas immédiatement candidat à la présidence de la République, la question de la violence n'est pas immédiatement posée. En revanche, dans cinq ou dix ans, personne ne sait. Mais, le FN doit conserver un aspect subversif*

*par rapport à l'appareil d'Etat. Ainsi, lors du vote pour les présidences des conseils régionaux, certains élus du FN n'ont pas reporté leurs voix sur les candidats de droite.*

Oui, c'est ce qu'ils ont fait en Bourgogne et en Lorraine, et partout, ils cherchent à bloquer les fonctionnements des conseils régionaux. C'est un indice.

Les sondages montrent également que, si les électeurs et les militants du FN ne sont pas forcément plus violents — ce qui est très difficile à détecter à partir d'un sondage —, ils sont toutefois nettement plus autoritaires et partisans de la manière forte : pour la peine de mort, contre le "laxisme de la justice", etc.

◆ *Comment expliquez-vous les résultats des élections régionales, et notamment le fait que le FN n'a pas atteint ses objectifs ?*

Ils escomptaient au moins entre 15 et 20 % des votes, et 40 % à Nice. Ils pensaient arriver en tête dans la région PACA, et obliger le RPR et l'UDF à négocier avec eux pour diriger cette région. Ils rêvaient de montrer qu'ils étaient capables de diriger une grande région française. Une des faiblesses du FN, de son point de vue, est qu'il reste perçu comme un parti "sectaire", "extrémiste", incapable de "gouverner la France". Même ses électeurs restent persuadés que Le Pen ne peut pas devenir président de la République, et que son parti n'est pas capable de gérer. Ils n'ont obtenu que 13,9 % des suffrages exprimés, soit moins que le score de Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Et dans la région PACA, il ne fait pas les scores escomptés.

Que s'est-il passé ? Au cours des deux mois qui ont précédé les élections, il y a eu une campagne active contre le Front national. Les meetings du Front national ont été systématiquement chahutés, empêchés, de nombreuses réunions ont été interdites pour motif de troubles éventuels à l'ordre public, et souvent, il y a eu des affrontements violents entre militants du FN et militants antifascistes.

Cette mobilisation anti-Le Pen a surtout démarré après la profanation du cimetière juif de Carpentras, en mai 1990. Le FN a été désigné, à l'époque, comme indirectement responsable de ce qui s'était passé, en raison du climat de haine et d'intolérance qu'il développait en France. Une cinquantaine de manifestations ont eu lieu en France, dont la plus importante à Paris, le 14 mai, à laquelle a participé le président de la République,

François Mitterrand. A cette époque, une quarantaine de meetings ont été interdits, entre le mois de mai et le mois de septembre 1990, par des municipalités de droite et de gauche. Puis des organisations se sont créées pour lutter contre le FN, à côté des vieilles organisations antiracistes et humanitaires.

Les 50 propositions du FN pour lutter contre l'immigration, présentées par Bruno Mégret à l'automne 1991, ont relancé leur activité. En janvier 1992, face à la montée du FN dans les sondages, on a assisté à une mobilisation croissante à son encontre.

Elle a eu deux effets : elle a stimulé les électeurs du FN — les sondages montrent que les électeurs du FN ne se sont jamais autant mobilisés — ils apparaissent comme les plus convaincus, les plus fidèles à leur choix antérieur, ceux qui se sont décidés le plus tôt. Mais, cette mobilisation anti-Le Pen a, en même temps, conduit un certain nombre de jeunes électeurs, proches de la gauche, de l'extrême gauche, des écologistes et du Parti communiste, à aller voter pour barrer la route à l'extrême droite. C'est cela qui a fait la différence. Le Front national a gardé le même nombre d'électeurs qu'en 1988, mais comme le taux de participation a augmenté de 4 à 5 points par rapport à ce que prévoyaient les sondages, cela a contribué à diminuer leur poids. ★

29 avril 1992

Propos recueillis par Claude Gabriel

4) Voir SOFRES, *Opinion publique*, 1985.

5) En dehors des votes nominaux ou à bulletin secret, les députés de l'Assemblée nationale disposent chacun d'un boîtier électronique pour voter ; les députés d'un même parti peuvent voter pour leurs collègues absents au moment du vote.

Pour dénoncer la "pourriture" des institutions, et l'absentéisme des députés des autres groupes politiques, accusés de se "moquer" de leurs électeurs, lors d'un vote les députés du FN ont tourné les clés des boîtiers des députés absents d'autres groupes parlementaires, en signe de provocation.



# Vive la grève !



L'accord signé *in extremis*, dans la nuit du 17 au 18 mai 1992, entre le puissant syndicat de la métallurgie allemand, IG-Metall, et le patronat, dans la région du Bade-Wurtemberg, a écarté la menace d'une grève générale de la métallurgie, prévue pour le 25 mai au matin. Entre la hausse des salaires et le relèvement des primes, l'augmentation totale atteindra 5,8 % pour 1992. Le 1er avril 1993, les salaires augmenteront à nouveau de 3 % et les primes de 5 %.

Même si la direction de l'IG-Metall semble satisfaite du résultat, il est probable qu'elle aura dû mal à faire accepter le compromis à sa base, à l'exemple de ce qui s'est déroulé dans la fonction publique, où les syndiqués ont rejeté majoritairement — 51 % contre 40 % — l'accord signé entre la direction du syndicat de la fonction publique (ÖTV) et les représentants du gouvernement Kohl, mettant fin à la grève du secteur public (voir *Inprecor* n° 352 du 8 mai 1992). Le chancelier Kohl est sorti provisoirement d'une situation inconfortable. Pour combien de temps encore ?

François VERCAMMEN



**D**ÉFAITE pour le gouvernement, victoire donc pour les travailleurs ? Reste à voir. Le préaccord, accepté par la Commission nationale du syndicat de la fonction publique et des transports (ÖTV), par 98 pour et 25 contre, comprend les dispositions suivantes : une augmentation des salaires de 5,4 %, dès le 1er mai pour les bas et moyens salaires, et dès le 1er juin pour les hauts salaires. Il y aura une prime unique de 750 deutsch marks (DM) pour les bas salaires, de 650 DM pour les salaires moyens ; les hauts salaires ne toucheront rien sur ce plan. Il y aura une prime spéciale de vacances de 200 DM. Il faut se rappeler que cette convention collective sera renégociée dès le début 1993, l'Allemagne ne connaissant aucune indexation des salaires sur les prix.

Les directions syndicales parlent d'une grande victoire pour deux raisons : d'abord, l'ensemble des augmentations (qu'elles chiffrées à 6,2 % ; les pouvoirs publics, de leur côté parlent de 5,1 %) se situe clairement au-dessus des 4,8 %, barre "infranchissable" du chancelier Kohl ; ensuite, parce qu'il y a une "forte composante sociale", en favori-

sant les bas salaires par rapport aux plus élevés.

Mais une partie des travailleurs, dont l'ampleur réelle se mesure à l'issue du scrutin, considère le résultat final bien en deçà de leurs exigences initiales (9,5 %) et de leur forte et surprenante combativité — elle n'est pas non plus à la hauteur du coût de la vie qui monte très vite. Les chiffres se discutent. Mais à l'augmentation de l'inflation qui frôle déjà les 5 % (4,8 % en mars 1992 sur la base annuelle), il faut ajouter l'impact de la taxe sur la valeur ajoutée qui vient d'être introduite, et l'augmentation de certaines cotisations sociales. Au total, et selon les calculs de WSI, un institut économique proche de la Centrale syndicale nationale DGB, il fallait une augmentation de près de 7 % pour compenser le recul du pouvoir d'achat des salaires en 1992.

Entre les 4,8 % proposés et les 5,2 % obtenus (selon le gouvernement lui-même), l'écart est minime. Pourtant ces 0,4 % représentent une lutte de classes sans précédent dans l'Allemagne de l'après-guerre. Et c'est là que réside la véritable signification politique de cette lutte. Les bourgeoisies allemande et internationale ont systématiquement réservé au conflit la "une" de leurs journaux. Et quels commentaires ! « *Les travailleurs allemands sont des fainéants qui luttent pour préserver leurs privilèges* » ; « *Egoïsme des travailleurs de l'Ouest, absence de toute solidarité avec l'Est* » ; « *Les augmentations salariales en Allemagne étrangleront la reprise écono-*

*mique* », etc. Le *International Herald Tribune*, le *Financial Times*, le *Monde* et *Libération* — pour n'en citer que quelques uns — ont tous contribué à discréditer et à isoler les travailleurs allemands.

Si la bourgeoisie internationale est odieuse, le mouvement syndical international, lui, est lamentable. Il se tait ; sans doute déconcerté et gêné par le fait que ce soit justement le syndicalisme allemand — monté en épingle, jadis, pour sa sagesse et sa modération — qui se montre aussi combatif et intraitable. Il aurait dû expliquer que le mouvement syndical en RFA — après la terrible défaite sans combat dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA) en 1989 — avait d'emblée compris le danger, même pour sa propre situation, que contenait la dégradation brusque et brutale du marché du travail dans l'Allemagne unifiée (chômage massif, très bas salaires). L'IG-Metall avait lutté puis obtenu une convention collective, qui d'ici au 1er avril 1994, prévoit l'égalisation salariale en trois étapes. Le syndicat de la chimie demande cette égalité pour fin 1995. Le syndicat des imprimeurs exige aujourd'hui, dans les négociations en cours, une convention unique pour toute l'Allemagne, avec une augmentation salariale de 11 %.

## La solidarité absente

Le mouvement syndical international aurait dû informer ses affiliés que le véritable problème n'est pas le prétendu égoïsme des travailleurs ouest-allemands, mais la passivité de leurs compagnons de travail est-allemands ; dans l'ancienne RDA, la bourgeoisie allemande aidée par la social-démocratie a réussi à imposer des conventions collectives séparées en l'ancienne RDA, avec une paix sociale impérative qui empêche les travailleurs (par ailleurs sous la terrible pression d'un taux de chômage de plus de 30 % !) à se joindre à la lutte en cours (remarquons quand même la grève des transports en commun à Berlin-Est).

Il devrait surtout, positivement, expliquer en quoi une défaite de la bourgeoisie allemande renforce le camp des travailleurs en Europe.

Ce n'est pas un hasard si Kohl a choisi de se battre maintenant et avec cette intransigeance. En résistant "avec panache" aux demandes salariales dans les services publics, il montrait la force de la bourgeoisie allemande face à la "communauté internationale". Misant sur le fait qu'une grève dans les services publics est rarement populaire, il a dressé un barrage face à l'IG-Metall, qui suivait dans la série des négociations collectives ; cela aurait constitué une aide substantielle à l'industrie allemande, qui vient de sonner le tocsin dans la bataille pour sa com-

pétitivité internationale (des centaines de milliers d'emploi sont menacés chez Opel, Daimler-Benz, BMW, Siemens, Bosch, Volkswagen, Moehst, Lufthansa, etc., et l'offensive pour la "toyotisation" des méthodes de production est enclenchée). L'arrière-fond de tout cela est, bien entendu, l'énorme déficit budgétaire (en 1991 : 923 milliards de DM), résultant du coût exorbitant de l'unification allemande.

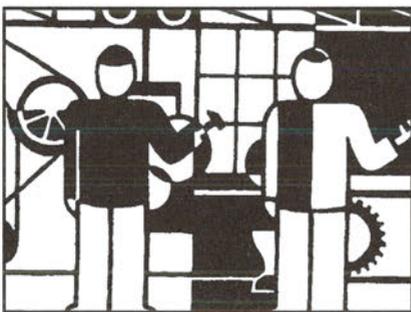
### La fin d'une époque

Qui va payer tout cela ? Cette grève acharnée et aigre n'est qu'« une première escarmouche dans une longue bataille entre le gouvernement, l'industrie et les travailleurs autour du partage de l'addition de la réunification » (1). Que la bureaucratie syndicale la plus forte et la plus intégrée du capitalisme développé se comporte d'une manière aussi peu conforme à sa tradition n'est pas le résultat d'une pression impétueuse de sa base, mais la réussite de sa prise de conscience qu'une page de l'histoire allemande est en train de se tourner avec une rapidité et une brutalité surprenantes. En novembre 1989, le Mur tombe, le capitalisme gagne. En décembre 1990, Kohl triomphe aux élections parlementaires. En 1991, le miracle économique allemand joue la locomotive pour le capitalisme mondial : c'est l'euphorie. Fin 1991, la récession s'enclenche. Début 1992, Kohl est défait. Son gouvernement risque d'être renversé à court terme. Le départ de Gensher y invite, tout en préparant la solution parlementaire. Le Parti social-démocrate (SPD) est ouvertement candidat au pouvoir.

Une montée ouvrière sans précédent est en cours. Déjà le record de l'après-guerre des journées de grève est en voie d'être battu — 5,6 millions en 1984. Les exigences des métallurgistes, des imprimeurs, des travailleurs du commerce de détail, et de ceux du bâtiment rencontrent, pour le moment, un barrage patronal qui pousse à l'affrontement.

Après les sidérurgistes, les banques, et les services publics, une troisième vague, plus puissante encore, tiendra-t-elle l'Allemagne et l'Europe entière en haleine ? ★

14 mai 1992



1) International Herald Tribune du 8 mai 1992.

# L'ultime bataille des vieux chefs ?

Trois ans après les sanglants événements de Tiananmen et la répression du mouvement étudiant et populaire, rien n'est encore joué en Chine. Les comptes ne sont pas apurés ; les vainqueurs sont moins triomphants que jamais ; ce sont plutôt leurs adversaires dans le Parti qui ont le vent en poupe, solidement épaulés par un Deng Xiaoping toujours aussi redoutable tacticien (voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992). Ceux d'en bas, les révoltés de 1989, sont silencieux ou réprimés ; certains, lorsqu'ils ont des liens avec ceux d'en haut, se lancent dans les affaires. Ce sont les indéniables succès de la gestion économique qui favorisent à la fois la (relative) "paix sociale" et, paradoxalement, la remontée en force des réformateurs ; un terme qui ne veut d'ailleurs plus dire grand-chose tant il s'agit de préparer les mutations économiques et sociales, tout autant que de préserver une continuité politique, ou plus exactement d'assurer la reconversion d'une partie de la bureaucratie "communiste".

Roland LEW \*



AU SOMMET, dans les hautes sphères de l'appareil et de l'Etat, c'est toujours le mouvement perpétuel de balancier. Actuellement, Deng Xiaoping, par une offensive rapide et résolue, vient d'imposer

la reprise d'un cours ouvertement favorable aux "réformistes", on pourrait dire au parti du changement : un projet qui apparaît de plus en plus pour ce qu'il est, la transition vers une sorte de capitalisme d'Etat, favorable aux initiatives privées, ouvert vers l'extérieur et piloté d'une poigne ferme (en principe !) par un pouvoir central toujours tenu en main par les "communistes" — qui finiront sans doute, en cas de succès de l'opération, par prendre un autre nom.

Commencée par une visite de Deng, en janvier 1992, dans les provinces du Sud les plus engagées dans la réforme, l'offensive s'est poursuivie, à partir de mars, par une large et plutôt inhabituelle action médiatique en vue de forcer la décision face à un appareil central pour le moins réticent.

La fragilité de la situation est révélée, comme le dit le quotidien *Le Monde*, par le fait que « le succès de la nouvelle offensive demeure lié à l'état de santé de Deng Xiaoping », et l'on pourrait ajouter de ses adver-

saires (1). Il y a quelque chose de proprement inquiétant et de passablement grotesque dans le constat que l'avenir, et même le quotidien, de plus d'un milliard d'individus, dépendent de l'étonnante survie de quelques vieillards.

De constater que Deng est parti à l'assaut parce que, probablement, il ne lui reste plus beaucoup de temps, et, dit-on, parce que nombre de ses adversaires ne sont plus en état physique de réagir.

### Les "succès" de Deng

De savoir si, à près de 88 ans, Deng tiendra jusqu'au prochain congrès du Parti communiste chinois (PCC), prévue en octobre 1992 ; s'il bénéficie, comme on le dit, de l'appui de Peng Zhen, 90 ans cette année, et de Bo Yibo, autour de 85 — deux dirigeants considérés pourtant comme conservateurs. Ou, plus important encore, s'il a vraiment dans sa manche Yang Shangkun, actif président de la République populaire chinoise (RPC) — autant que faire se peut à 85 ans —, l'un des principaux organisateurs de la répression de 1989, mais qui compte surtout comme personnalité influente dans l'armée, cette pièce-maîtresse dans le futur processus de succession.

Et enfin, question qui tient en haleine tout un peuple : Deng survivra-t-il à son

\* Roland Lew est enseignant à l'Université libre de Bruxelles, spécialiste de la Chine. Voir, entre autres, son dernier article paru dans *Inprecor* n° 333 du 21 juin 1991.

1) Voir *Le Monde*, 22 avril 1992.

redoutable rival, le chef de file des conservateurs, Chen Yun, 87 ans — ce qui est possible compte tenu de la santé défaillante de ce dernier. A moins que ce ne soit l'inverse. Peut-on jamais savoir à propos de quasi nonagénaires !

Bien sûr, cette comptabilité des survivants, ce voyeurisme de toute une population, comme des observateurs dans le monde, détaillant l'allure, la décomposition physique de patriarches au bord du néant, a quelque chose de macabre, sinon d'obscène. Cet état de choses dit en tout cas l'essentiel, qui rappelle la fin de la période Mao : la coupure totale entre un pouvoir, ressenti comme quasiment d'"ancien régime", et l'ensemble de la société, y compris une bonne partie des cadres du PCC.

### Le "dragon" chinois

Mais ce que l'on voit est-il vraiment décisif ? Deng vient-il de remporter une importante victoire contre les conservateurs seulement par son habileté, au demeurant indiscutable ? Pas vraiment. Ce succès, sans doute pas définitif, il le doit à la formidable pression de la société, à la puissance des secteurs de l'appareil qui soutiennent la "réforme" et qui veulent abolir le gouffre existant entre une société chinoise, qui a déjà profondément changé, et un pouvoir monopolisé par un appareil sclérosé et même pétrifié, usant, de plus, d'un discours idéologique absolument sans prise sur le pays réel. Bien plus, une grande partie des cadres du PCC sont déjà loin dans un processus de reconversion sociale.

L'habileté manœuvrière de Deng est certes indispensable à la réussite du courant "réformiste", mais pas plus, plutôt moins que le poids des faits : ce qui résulte des transformations considérables que le pays a connues.

La bataille au sommet est de plus en plus féroce ; elle est encore ouverte, incertaine ; d'autant plus acharnée que le courant conservateur se bat le dos au mur : maître de nombre de structures de commandement au niveau central, à la tête du gouvernement et de l'appareil de propagande, il est souvent, en revanche, impuissant dans les profondeurs du pays, contré par les autorités provinciales qui règnent en maître dans les régions. Ces pouvoirs régionaux et locaux, même quand ils ne sont pas favorables au contenu effectif des "réformes", c'est-à-dire au capitalisme de moins en moins rampant, de plus en plus affiché, craignent pourtant les tendances recentralisatrices du Premier

ministre Li Peng. Sans parler des provinces, comme celle du Guangdong, de sa capitale Canton, ou le Zhejiang, devenues de grandes zones franches de capitalisme, pour ne pas dire des lieux franchement capitalistes.

Les conservateurs peuvent encore gagner des batailles, et notamment celle de l'âge — nécessairement pour une courte durée —, voire exercer un redoutable pouvoir de nuisance ; mais ils ont tout le courant d'une période contre eux ; et ils n'ont, de toute façon, pas de projet propre, pas de véritable soutien dans les forces dynamiques du pays.

Il semble même qu'ils aient perdu l'appui de l'armée. Pour obtenir ce résultat, Deng a dû payer le prix fort d'une augmentation importante du budget militaire, qui n'a aucune justification dans le contexte international. Mais Pékin vaut bien quelques cajoleries pour amadouer des militaires, les véritables arbitres de la situation.

Il peut sembler étonnant que l'équipe de Li Peng soit à ce point en piteux état, alors que le bilan de sa gestion économique est loin d'être négatif. Si le cours de l'économie n'est pas encore stabilisé, si les maux du passé sont toujours présents, l'économie chinoise s'en est mieux sorti que prévu ces trois dernières années, à la surprise des observateurs étrangers. La situation est et restera fragile, mais, pour l'heure, la Chine fait partie des "dragons" d'Asie qui avancent vite : 6 à 7 % de taux de croissance par an — 7 % en 1991, 10 % pour le premier trimestre 1992. Plus inattendu encore, le

ment, en fait, des victoires des adversaires de l'équipe Li Peng. Lutte contre l'inflation, politique d'austérité : il s'agissait d'une nécessité reconnue par tous les courants du Parti et appliquée depuis 1988. Mais, pour le reste, la logique de recentralisation, voire de recollectivisation partielle dans les campagnes prônée par Chen Yun ou Li Peng, s'est heurtée à une résistance farouche et victorieuse, au rassemblement d'une alliance irrésistible entre nouvelles forces économiques des campagnes et des villes, cadres régionaux attachés — y compris matériellement — à leur autonomie difficilement conquise, et, enfin, paysans opposés à toute recollectivisation même limitée — il ne s'agissait pas de revenir aux années 50, et certainement pas de rétablir les communes populaires —, alliance appuyée par Deng et un nombre important de hauts cadres.

### Non-respect de puissance économique

En fait, après 1989, la Chine a continué à s'ouvrir économiquement sur le monde. Bien plus, elle a pratiqué avec succès une politique agressive d'exportation de produits de faible technologie : les exportations ont doublé entre 1985 et 1990 — alors que les importations ont été sévèrement réduites, politique d'austérité oblige. Plus frappant encore, le solde commercial est devenu positif en 1990 et 1991 — une bonne dizaine de milliards de dollars — ; la Chine est, après le Japon, le pays le plus excédentaire dans le commerce avec les Etats-Unis — solde positif de 11,5 milliards de dollars, en 1990.

Ce solde est une source de tensions avec Washington bien plus sérieuse que la question des droits de l'homme non respectés en Chine : un grave crime de non-respect de la puissance économique et des milieux d'affaires américains.

Or, cette politique commerciale, visant à occuper des créneaux de basse technologie abandonnés par des pays d'Asie comme Singapour, Taiwan ou la Corée du Sud, avait été proposée par Zao Ziyang, l'ancien secrétaire général du PCC, réformiste éliminé au

printemps 1989, et marque une victoire *a posteriori* de ce chef déchu. Et, constat plus accablant pour l'équipe Li Peng, l'essentiel de la croissance économique provient du secteur non étatique : des entreprises privées à la campagne et à la ville, des secteurs coopératifs, mixtes et collectifs — en fait largement privatisés.

Si les projets de développement économique, et notamment le plan quinquennal



pouvoir a pu fortement réduire l'inflation — 2 % en 1990 et 3 % en 1991 contre 18 % en 1989 — ; ce qui prouve, en tout cas, une maîtrise de la politique macro-économique et donc une certaine capacité à se faire obéir, ce qui n'était guère évident, il y a trois ans.

Mais si l'on regarde de plus près ces résultats positifs, on constate qu'ils expri-

1991-1995, ont été l'objet de laborieux compromis entre réformateurs et conservateurs — ce qui montrait déjà que ces derniers n'étaient pas, malgré les apparences, les seuls maîtres du jeu —, les politiques effectivement mises en pratique, elles, allaient dans le sens de l'approfondissement de la réforme, c'est-à-dire de son dépassement, de l'entrée progressive de la Chine dans l'économie capitaliste mondiale, et de sa subordination à celle-ci. Le pouvoir, par la bouche de Deng lui-même, faisait y compris récemment son autocritique pour ne pas avoir permis plus tôt à Shanghai, la grande métropole industrielle, de devenir un foyer capitaliste actif — une "zone économique spéciale" —, capable d'attirer des capitaux extérieurs.

### "Chacun pour soi"

Il y a quelque chose de pathétique dans la volonté de la fraction de l'appareil, liée à la logique bureaucratique et centralisatrice, d'essayer de freiner un processus qui apparaît irrésistible, du moins en l'absence d'alternative, et surtout faute d'activité autonome des forces sociales populaires.

Car le pouvoir n'a pas seulement remporté des victoires économiques, sans doute provisoires mais précieuses pour un régime à ce point discrédité. Il a aussi réussi à briser, ou, mieux encore, à diluer la contestation. Les maux sociaux, l'indiscipline collective les zones d'insécurité dans les villes et les campagnes, la résistance ouvrière dans les entreprises, la désaffection des intellectuels, tout cela est aussi présent qu'il y a trois ans ; mais la contestation organisée a disparu. Et les actions clandestines semblent très limitées. C'est la période du "chacun pour soi". Le goût des affaires s'est emparé de certains contestataires, ou alors c'est le découragement. Ou bien encore, les intellectuels abandonnent de la politique, comme leur aînés l'avaient faite après les débuts désastreux de la 1<sup>re</sup> République (1912).

Les formes d'auto-organisation ouvrière d'une certaine ampleur se font toujours attendre. Il y a toujours un écart considérable entre la vivacité de la résistance ouvrière à la base, qui peut d'ailleurs être très corporatiste, et l'absence d'organisation ouvrière (syndicale ou autre) indépendante du pouvoir à une échelle significative. Il est vrai que la répression contre toutes les tentatives allant dans ce sens a toujours été immédiate et féroce, autrement plus systématique et déterminée que celle qui s'est abattue sur les intellectuels.

Cette relative maîtrise de la situation est sans doute temporaire, mais elle constitue un heureux répit pour un pouvoir qui semblait aux abois, et condamné à disparaître dans l'opprobre général. Les villes sont toujours frondeuses, plus indisciplinées que

jamais, mais l'agitation y est économique, ou résulte des multiples activités que doit mener la population pour nouer les deux bouts. Ou encore, pour un nombre plus réduit de citoyens, il s'agit de profiter du climat affairiste : on passe vite, dans la Chine d'aujourd'hui, de la révolte "jusqu'aboutiste" à la passion des affaires, de l'exaltation de la mission des intellectuels à la valorisation du rôle du businessman.

Quant aux campagnes, elles sont soulagées de constater l'échec des tentatives de ressocialisation — plus personne n'a osé parler ouvertement de recollectivisation ! Elles ont bénéficié d'un relèvement substantiel des prix agricoles, d'une récolte record — ceci étant lié à cela —, et d'une reprise de l'activité non agricole — l'important secteur de la petite industrie rurale avait beaucoup souffert de la politique d'austérité menée à partir de 1988, politique qui, depuis lors, a été allégée. Les campagnes ont gagné une certaine autonomie économique et de gestion de la vie quotidienne ; en échange, elles restent d'une grande docilité à l'égard du pouvoir.

C'est cette allégeance, ce consentement sans approbation, non dénué de calcul, qui restent encore le grand atout du régime : la passivité politique des trois quarts de la population — le secteur rural — et la peur de l'instabilité sont les grandes armes du régime, plus encore que son armée — d'ailleurs composée de miliciens d'origine rurale.

Cela ne veut pas dire que tout soit rouge — ou, plus exactement, rose de plus en plus clair — pour le pouvoir en place. Tous les dangers sont présents : le pays est toujours menacé par de nombreux facteurs d'instabilité.

Instabilité démographique : c'est une constante, on l'a dit et répété souvent en Chine et ailleurs. Instabilité économique : avec l'inflation qui redémarre — on parle de 5 à 6 % pour 1992, et peut-être plus — ; et une économie mixte, ou plus exactement bâtarde — capitaliste parasitée et étatique subventionnée — toujours en situation de déséquilibre.

Instabilité sociale aussi, avec ce pays-continents de plus en plus inégalitaire, où les périphéries, au sens social et géographique, sont laissées à l'abandon, ce qui provoque notamment des tensions croissantes avec les minorités nationales fortement représentées dans les zones lointaines.

Instabilité politique enfin, on l'a dit, avec cette guerre de succession qui n'en finit pas et qui bloque la recherche d'espaces politiques nouveaux ; et ne peut s'ouvrir que sur un monde inconnu qui fait peur à tout un chacun en Chine et à l'extérieur.

C'est justement ce monde extérieur qui est un enjeu important, au point que l'équipe

Li Peng a multiplié les efforts pour briser l'isolement diplomatique, avec d'abord des succès limités, et puis, plus récemment, quelques belles réussites — notamment lors du voyage de Li Peng à l'étranger, même si certains de ses hôtes ne se sont pas privés de lui rapeller les graves problèmes des droits de l'homme dans son pays.

Mais l'essentiel est ailleurs : une Chine ouverte économiquement sur le monde ne peut se permettre d'être trop longtemps en dehors du jeu politique international, au moins au niveau de l'Asie. D'autant plus que la Chine, à l'heure de l'effondrement de l'ancienne Union soviétique, compte beaucoup moins sur la scène planétaire. Elle a cessé d'être indispensable aux Nord-Américains face à l'URSS, et le pays est en outre entouré d'un monde asiatique rempli de pays à la puissance montante, y compris cette chair de la chair chinoise qu'est Taïwan, dont on craint de plus en plus les tentatives indépendantistes — indépendance actuellement soutenue par une minorité seulement de Taïwanais.

### Pression du monde extérieur

Pékin doit pouvoir rentrer dans le concert des nations, et jouer sa partition, défendre ses intérêts nationaux, et tout particulièrement répondre à la nouvelle donne issue de l'effondrement de l'ancienne URSS ; situation riche en possibilités intéressantes — la perte d'un adversaire redoutable — et en dangers inédits — les effets centrifuges dans les provinces jouxtant les républiques islamiques de la Communauté d'Etats indépendants (CEI).

Pour toutes ces raisons, la Chine ne peut donc pas se confiner dans un splendide isolement. Et elle doit, et devra, payer le prix de son retour sur l'arène mondiale. Cet impératif ne favorise pas non plus l'équipe Li Peng, ni surtout ce dernier, symbole de la répression de 1989, l'homme le plus haï du pays, dont l'élimination à elle seule aurait valeur de symbole, et prouverait peut-être la volonté de changement plus que les récents succès remportés par Deng — aléatoires en fonction de la fragilité de la santé du vieux chef.

Le régime s'est révélé plus résistant que prévu, plus souple aussi, plus pragmatique, et surtout désireux de maîtriser les changements et les éventuelles mutations. Qu'il puisse ou non y parvenir reste une question ouverte ; mais le socialisme réel chinois, lui, est à l'agonie, même si la mort clinique peut être retardée par la peur du chaos, par des manœuvres bureaucratiques ou l'étonnante longévité de quelques personnages historiques. ★

7 mai 1992



**ENTRE** 1518 et 1873, le commerce international d'êtres humains a amené près de 10 millions d'Africains en Amérique, la plus grande migration forcée de l'histoire. Certains

historiens estiment qu'au moins 10 autres millions sont morts, lors des raids ou des guerres menées en Afrique pour capturer les esclaves, ou durant l'infâme traversée atlantique. Pour les Européens impliqués, le trafic d'esclaves et le recours à la main-d'œuvre servile représentèrent l'affaire la plus profitable au monde. Certains chercheurs ont affirmé que ces énormes profits ont financé la révolution industrielle en Europe. Par contre, pour les personnes asservies, ce *business* signifiait mort, maladies, souffrances et une vie abrégée par un travail très dur dans les plantations ou les mines du monde occidental.

Les femmes et les hommes amenés aux Amériques étaient arrachés contre leur volonté à une Afrique qui n'était pas un continent "noir" ou "primitif", mais un lieu où vivaient des sociétés hautement complexes et sophistiquées. Des siècles avant l'arrivée des Européens, d'importantes Cités-Etats étaient à la tête de vastes empires le long des côtes de l'Afrique de l'Ouest. Dès le XIVe siècle, par exemple, le royaume du Bénin s'enorgueillissait d'une capitale de 40 kilomètres de circonférence, entourée d'un mur de bois de 15 mètres de haut. Le royaume Ashanti, situé dans l'actuel Ghana, comptait plusieurs villes, entourées de palissades, et dont la population dépassait les 5 000 habitants chacune. Dès le XIIIe siècle, les désormais célèbres moulages en cuivre, portraits royaux et sculptures en terre cuite ou en laiton des Yorubas rivalisaient avec les plus grandes œuvres de la Renaissance italienne.

Les Africains ont commencé à être transportés à travers l'Atlantique à la fin du XVIe siècle, lorsque la rentabilité des plantations de canne à sucre devint évidente, et quand les premiers efforts des Européens pour asservir les indigènes des Amériques eurent échoué — à cause de la difficulté à les maintenir en captivité sur leurs propres terres et de leur quasi-disparition après les diverses épidémies qui ravagèrent le continent. Recourir à l'Afrique comme source de main-d'œuvre servile n'avait pas seulement l'avantage de mettre un océan entre les esclaves et les sociétés susceptibles de les défendre. Ce commerce pouvait également s'appuyer sur une infrastructure, issue de la pratique centenaire des Etats africains, qui constituait à capturer et à remettre des esclaves aux chefs locaux. Avant la traite

atlantique, l'esclavage en Afrique était non capitaliste, et hautement paternaliste, destiné essentiellement à fournir des services aux élites royales. Il n'était pas orienté vers la production de marchandises pour le marché mondial. Une fois la traite mise sur pied, les entrepreneurs africains ont pu gagner jusqu'à 600 lingots de fer de haute qualité, ou 16 fusils par captif. L'attrait de telles richesses conduisit au développement d'une économie de guerre, où les chefs pouvaient devenir rois, et les rois, empereurs.

Une fois capturés, les hommes marchaient sous garde armée jusqu'à la côte. L'ancien esclave Mahommah Baquaqua se souvient d'avoir fait le voyage au début du XIXe siècle, entravé avec « une pièce de bois dotée de deux pointes, et disposée de telle manière que cela pouvait transpercer ma nuque ». Sur la côte, les esclaves restaient enchaînés dans des forts. Les vieux et les infirmes étaient éliminés par des médecins, et les autres marqués au fer rouge par leurs propriétaires européens.

### Les navires de la mort

Puis venait l'heure de vérité. « Lorsque j'ai regardé le navire », se souvient, à la fin du XVIIIe siècle, l'ancien esclave Ouladah Equiano, « et que j'ai vu un grand fourneau de cuivre en train de bouillir, ainsi qu'une multitude de personnes noires de tous types enchaînées entre elles, tout dans leur attitude exprimant abattement et tristesse, je n'ai plus douté de mon destin. Accablé par l'horreur et l'angoisse, je me suis senti paralysé et j'ai perdu connaissance. »

Jusqu'à un tiers de ces femmes et de ces hommes entassés dans les navires esclavagistes mourraient durant le voyage ; de maladie, de froid, de faim et d'épuisement. Comme Baqua s'en souvient, « la cale était si basse que nous ne pouvions nous lever, nous étions obligés de nous accroupir sur le sol ou de nous asseoir. Le jour et la nuit étaient pareils pour nous. Il nous était impossible de dormir à cause du manque d'espace. Nous étions désespérés à cause de la fatigue et de la souffrance. »

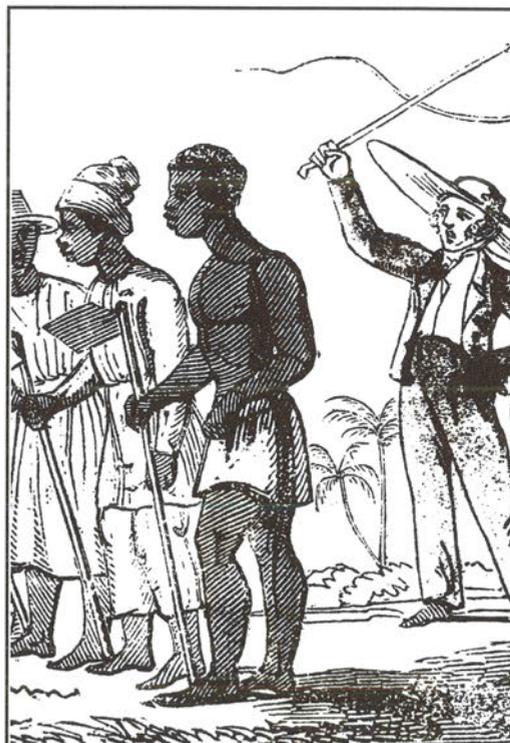
Au cours de quatre siècles, quelques 5 millions de survivants de la traite atlantique débarquèrent dans les plantations des Caraïbes, dont plus de la moitié sur les trois îles les plus importantes : Hispaniola [l'île divisée entre Haïti et Saint Domingue], la Jamaïque et Cuba ; 3,5 millions se retrouvèrent dans les plantations de canne à sucre, les mines d'argent et les caféières du Brésil ; 200 000 furent amenés dans les plantations de canne à sucre de la côte mexicaine, ainsi que dans les importantes mines d'argent de Zacatecas et de Durango. Près de 100 000 ont travaillé dans les plantations de canne à sucre, les champs de blé, les vignes et les

## La long de l'esc

Les "grandes découvertes" n'ont pas entraîné la destruction des sociétés amérindiennes, la dépopulation et du pillage de leurs richesses (voir page 148, 10 avril et du 8 mai 1992). Elles ont été suivies sans précédent d'une main-d'œuvre servile venue des Amériques au cours de quatre siècles. John Budick, collaborateur de la revue *Amériques*, nous raconte l'histoire de cette déportation, ainsi que le rôle des Africains, qui contribua de manière décisive à la traite au XIXe siècle, de l'esclavage sur

John

vergers péruviens. La Colombie a reçu 200 000 esclaves pour laver le sable aurifère d'Antioquia, Choco et Popayan, et pour trimmer dans les plantations de canne à sucre de la vallée de Cauca. Au Venezuela, 100 000 esclaves ont sué dans les plantations de cacao et de canne à sucre des basses terres, ou ont travaillé dans les mines, les ports, ainsi que comme pêcheurs de perles. En



# Une nuit de lavage

lement marqué le début de la  
de l'anéantissement de leur  
voir *Inprecor* n° 350 et 352 du  
ouvert une ère d'exploitation  
ville africaine, amenée aux  
e siècles de traite.

port ont *the Americas*, présente  
lle de la résistance des esclaves  
inante à l'abolition, tout au long  
continent latino-américain.

DICK

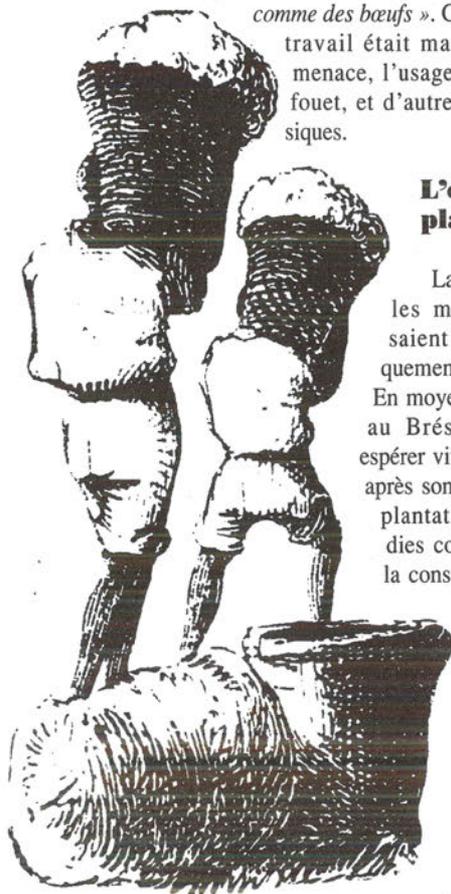
Equateur, 100 000 autres  
ont cultivé la canne à sucre,  
et ont été engagés dans la  
recherche d'or. Plus de  
100 000 furent envoyés dans les pampas  
d'Argentine, d'Uruguay et du Paraguay pour  
garder le bétail, travailler dans les champs  
de blé et les vignes, ou pour être porteurs,  
dockers, domestiques, ou artisans dans les  
villes (1).

Jusqu'à ce que le XIXe siècle soit bien  
entamé, les esclavagistes ont trouvé plus  
avantageux de faire travailler leur propriété  
jusqu'à la mort, plutôt que de fournir des  
conditions de vie qui auraient permis une  
auto-reproduction de cette force de travail.  
Malgré quelques différences, les conditions  
de vie dans le lieu de résidence le plus  
typique pour les Africains du Nouveau  
Monde — les plantations de canne à  
sucre — étaient terriblement identiques dans  
tout l'hémisphère.

Des équipes de 10 à 20 hommes et  
femmes travaillaient dans les champs, pen-  
dant que des groupes plus petits suaient au  
milieu des presses et des chaudrons  
bouillants des moulins à sucre. D'autres  
esclaves étaient chargés individuellement de  
travaux de charpenterie, de métallurgie ou  
d'autres activités artisanales. La journée de  
travail pouvait atteindre une moyenne de 16  
heures, y compris pour des enfants de 8 ou 9  
ans.

« Je devais avoir 10 ans alors » se rap-  
pelle l'ancien esclave cubain Esteban Mon-

tejo, lorsqu'il évoque sa jeunesse dans les  
années 60 du XIXe siècle, « *mais, à  
l'époque, 10 ans équivalaient à 30 ans  
aujourd'hui, car les garçons travaillaient  
comme des bœufs* ». Cette intensité du  
travail était maintenue par la  
menace, l'usage périodique du  
fouet, et d'autres tortures phy-  
siques.



## L'enfer des plantations

La malnutrition et  
les maladies sévis-  
saient dans les bara-  
quements des esclaves.  
En moyenne, un esclave  
au Brésil ne pouvait  
espérer vivre que sept ans  
après son arrivée dans la  
plantation. Des mala-  
dies comme l'anémie,  
la constipation, l'hépa-  
tite, la diar-  
rhée et les  
parasitoses  
intestinales  
anéantis-  
saient les  
populations  
d'esclaves du  
N o u v e a u  
Monde, ce qui  
n'est pas surpre-

nant. En hiver, ils souffraient fréquemment  
du froid et de pneumonie, alors qu'en été,  
les baraques devenaient des étuves infestées  
de parasites.

Malgré de telles conditions, les esclaves  
se sont battus pour préserver leur humanité.  
Par exemple, alors que les esclavagistes  
avaient fait éclater les familles nucléaires,  
les esclaves ont forgé dans les plantations et  
les mines une grande variété de liens ne  
reposant pas sur cette forme d'organisation  
familiale. Les enfants étaient éduqués par la  
parenté étendue, par celles et ceux qui man-  
geaient, dormaient et travaillaient à proximi-  
té et par les personnes devenues co-parents  
à travers des rites du baptême.

Les esclaves ont créé et développé des  
religions complexes, qui mélangeaient des  
éléments de leur héritage africain avec les  
traditions indigènes et catholiques. La *sante-  
ria* à Cuba, le vaudou à Haïti, le *candomblé*  
au Brésil et le *shango* à la Jamaïque ne sont  
que les plus connues d'une vaste palette de  
religions afro-américaines créées dans le  
Nouveau Monde. Ces croyances, centrées  
sur la possession de médiums par des divini-  
tés africaines traditionnelles comme *Ogum*,  
*Shango* ou *Oxala*, fournissaient un sentiment  
d'appartenance, de respect de soi, de dignité,  
de finalité et de santé.

La religion apportait également aux

esclaves des moyens de résister à leur  
maîtres : préventivement, lorsqu'ils consultaient  
un spécialiste des rituels pour obtenir  
un charme qui les protégerait contre le cour-  
roux de leur maître, ou activement,  
lorsqu'ils cherchaient des façons magiques  
de le tuer. Mais les esclaves participèrent  
aussi à d'innombrables autres actes de résis-  
tance contre le dur régime de travail qui leur  
était imposé, du sabotage des presses et des  
vols, aux simples simulations de maladies.  
Par exemple, les esclaves des plantations de  
café brésiliennes respectaient la loi tacite de  
ne jamais travailler plus vite que le plus âgé  
d'entre eux.

Bien sûr, certains esclaves ont choisi de  
s'enfuir des plantations. Les fuyards soli-  
taires avaient cependant beaucoup de diffi-  
culté à survivre dans la forêt. « *J'ai cherché  
longtemps avant de trouver de la  
nourriture* », se souvient Esteban Montejo à  
propos de sa fuite vers 1870. « *La tortue  
prudente transporte sa maison sur son  
dos* ». Rejoindre une des communautés  
d'esclaves en fuite, connues par les histori-  
ens sous le nom de sociétés "marrons",  
était souvent plus sûr. De telles communau-  
tés pouvaient représenter de petites bandes  
armées, jusqu'à des royaumes réunissant  
plusieurs milliers d'individus qui ont existé  
durant plus d'un siècle. La plus grande  
société "marron" fut, sans aucun doute, celle  
de Palmares, dans le Nord-Est brésilien : à la  
fin du XVIIe siècle, elle comptait quelques  
20 000 membres. Un lieutenant engagé dans  
sa destruction décrit un des 20 villages  
"marrons" qui comptait « *220 maisons,  
parmi lesquelles une église, quatre forges et  
un gigantesque marché couvert* ».

## Résistance et "marronage"

La résistance des esclaves a cependant  
aussi pris des formes de confrontation plus  
directe que les sabotages et la fuite. Souvent,  
ils se soulevèrent et affrontèrent leurs  
maîtres dans des actions allant du châtiement  
d'un surveillant à la révolution sociale ache-  
vée d'Haïti. Durant 400 ans, il ne s'est pas  
passé quelques années sans qu'éclate une  
révolte collective d'esclaves. Parmi celles-  
ci, signalons le soulèvement de 20 000  
esclaves à la Barbade en 1816, de 30 000  
autres en 1823 à Demerara, un des trois  
comtés de la Guyane hollandaise, de 60 000  
en 1831 à la Jamaïque, et d'environ un  
même nombre à Bahia (Brésil) en 1835.  
Dans toutes ces révoltes, la religion joua un  
rôle important ; celui des prêtres vaudou  
pour rallier le peuple haïtien à Toussaint  
Louverture est légendaire. A Bahia, dans les  
années 1830, ce sont les esclaves Hausa,

1) Aux esclaves amenés en Amérique latine et dans les  
Caraïbes, il faut ajouter quelque 400 000 autres, qui furent débar-  
qués en Amérique du Nord.

musulmans, qui dirigèrent leurs frères dans une révolte contre les maîtres des villes. Et le soulèvement jamaïcain de 1831 avait été dirigé par le prêtre baptiste Sam Sharpe, qui dénonçait l'esclavage comme contraire à la « loi de Dieu et de la Bible ».

### L'exemple d'Haïti

Les raisons de l'abolition de l'esclavage dans l'hémisphère occidental entre les années 30 et les années 80 du XIXe siècle sont très complexes, elles ont impliqué la mise en jeu à l'échelle transnationale de forces politiques, idéologiques, économiques et sociales. L'une des explications privilégiées est que l'industrie sucrière du Nouveau Monde faisait face à une crise de surproduction, qui aurait débuté à la fin du XVIIIe siècle. Alors que toutes les colonies produisaient au maximum de leurs capacités et étaient en compétition les unes avec les autres, le prix du sucre commença à baisser régulièrement, et il devint plus coûteux de maintenir et de nourrir une force de travail servile tout au long de l'année, plutôt que d'engager — et de licencier ensuite — des salariés qui devaient s'entretenir eux-mêmes. D'autres historiens ont affirmé que l'esclavage devenait incompatible avec les nouvelles technologies, comme les presses à vapeur, qui demandaient une main-d'œuvre plus qualifiée qu'auparavant. Selon leur explication, pour rendre ces installations pleinement productives, d'autres incitations que le fouet étaient nécessaires. D'autres encore ont mis l'accent sur l'importance déterminante des facteurs politiques, en particulier sur la force internationale de la Grande-Bretagne et de son mouvement abolitionniste.

Mais c'est l'auto-émancipation des esclaves eux-mêmes qui a assuré la mort de l'esclavage. Les rébellions constantes qui ont secoué les plantations ont largement contribué à ce que les esclavagistes perçoivent les coûts du système. Il fut un temps où les révoltes visaient à une amélioration des conditions de vie au sein même du système, ou à la fuite. Mais, au début du XIXe siècle, les soulèvements, y compris la révolution haïtienne, ont eu pour but l'abolition totale de l'esclavage. La peur d'un « autre Haïti » a conduit la Grande-Bretagne à abolir l'esclavage peu après la révolte conduite par Sam Sharpe. Et seules les proportions massives prises par la résistance des esclaves ont poussé à ce que les militaires brésiliens forcent la main du gouvernement, ce qui aboutit à la chute du dernier bastion de l'esclavage en 1888. ★

La Brèche, mai 1992

# Pourquoi confondre Cuba avec l'enfer ?

Nous reproduisons un article de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, paru dans le journal bolivien *Aqui*. Galeano, qui ne tait pas ses critiques vis-à-vis du régime cubain, répond à ceux qui veulent anéantir la révolution et qui justifient le blocus qui, depuis plus de trente ans, étouffe l'île.

Eduardo GALEANO \*



1. L'Amérique latine n'est plus une menace. Donc, elle a cessé d'exister. Il est rare que les usines universelles à fabriquer l'opinion publique daignent nous jeter un coup d'œil. Cependant, Cuba, qui ne menace personne non plus, est encore une obsession universelle.

On ne lui pardonne pas de se tenir là, et que, même malmenée, elle y soit toujours. Cette petite île, soumise à un état de siège féroce, condamnée à l'extermination par la faim, refuse de lâcher prise. Par dignité nationale ? Non, non, nous expliquent les connaisseurs ; par vocation suicidaire.

La pelle à la main, les croque-morts attendent. Une telle attente les irrite. A l'Est de l'Europe, ils ont fait un travail rapide et total, embauchés par les cadavres eux-mêmes, et maintenant ils sont anxieux de jeter de la terre sans fleurs sur cette dictature rouge tête qui se refuse à accepter son destin. Les croque-morts ont déjà préparé l'oraison funèbre. Pas pour dire que la révolution cubaine est morte de mort violente : mais pour dire qu'elle est morte parce qu'elle devait mourir.

2. Parmi les plus impatients, parmi les plus furieux, on trouve les repentis. Hier, ils avaient confondu stalinisme et socialisme et aujourd'hui ils doivent effacer les empreintes d'un passé à expier : les mensonges qu'ils ont proférés, les vérités qu'ils ont tuées. Dans le nouvel ordre mondial, les bureaucrates deviennent des entrepreneurs et les censeurs deviennent les champions de la liberté d'expression.

3. Je n'ai jamais confondu Cuba avec le paradis. Pourquoi la confondre maintenant avec l'enfer ?

Je suis un de plus parmi ceux qui croient qu'on peut l'aimer sans mentir ni se taire.

4. Fidel Castro est un symbole de dignité nationale. Pour les Latino-Américains, qui comptent déjà cinq siècles d'humiliation, il est un symbole affectueux.

Mais Fidel occupe, depuis de longues années, le centre d'un système bureaucratique ; un système d'écho des monologues du pouvoir, qu'impose la routine de l'obéissance contre l'énergie créatrice ; tôt ou tard, le système bureaucratique-parti unique, vérité unique, finit par divorcer de la réalité. Dans ces temps de tragique solitude dont souffre Cuba, l'Etat tout-puissant s'avère tout-impuissant.

5. Ce système n'est pas tombé du ciel. Il est surtout tombé du veto impérial. Il est apparu lorsque la révolution n'a eu d'autre choix que de s'enfermer pour se défendre, obligée à la guerre par ceux qui interdisaient que Cuba fût Cuba ; et l'incessant harcèlement extérieur l'a consolidé tout au long des années. Cela fait plus de trente ans que le veto impérial s'applique, de mille façons, pour empêcher la réalisation du projet de la Sierra Maestra.

Scandale continuel d'hypocrisie : depuis lors, Cuba passe des examens de démocratie devant les fabricants de toutes les dictatures militaires qui ont existé à Cuba.

A Cuba, démocratie et socialisme sont nés pour être les deux noms d'une même chose ; mais les grands manitous du monde ne lui donnent la liberté de choisir qu'entre capitalisme et capitalisme.

6. Le modèle de l'Europe de l'Est, qui s'est si facilement écroulé là-bas, n'est pas

\* Eduardo Galeano est l'auteur, entre autres, des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*. La numérotation est de l'auteur.

la révolution cubaine. La révolution cubaine, qui n'est venue ni d'en haut ni de l'extérieur, a grandi à partir des gens, et pas contre eux ni malgré eux. Voilà pourquoi elle a pu développer une conscience collective de patrie : l'indispensable auto-respect qui est à la base de l'autodétermination.

**7.** Le blocus d'Haïti, annoncé avec tambours et trompettes au nom de la démocratie blessée, a été un fugace spectacle. Il n'a pas duré longtemps. Il a fini bien avant le retour d'Aristide. Il ne pouvait pas durer : en démocratie ou en dictature, il y a 50 entreprises nord-américaines qui pressent le jus de cette main-d'œuvre très bon marché.

En revanche, le blocus contre Cuba s'est accru au cours des années. Une affaire bilatérale ? C'est ce qu'ils disent ; mais tout le monde sait que le blocus nord-américain implique, au jour d'aujourd'hui, le blocus universel. On refuse le pain, le sel et tout le reste à Cuba. Il implique aussi, même si nombreux sont ceux qui l'ignorent, la négation du droit à l'autodétermination.

Le siège asphyxiant dressé autour de Cuba est une forme d'intervention, la plus féroce, la plus efficace, dans ses affaires intérieures. Il engendre le désespoir, il stimule la répression, il décourage la liberté. Et ceux qui appliquent le blocus le savent très bien.

**8.** Il n'y a plus d'Union soviétique. On ne peut plus échanger, à un prix juste, du sucre contre du pétrole.

Cuba est condamnée à l'abandon. Le blocus multiplie le cannibalisme d'un marché international qui ne paie rien et qui fait payer pour tout. Aux abois, Cuba mise sur le tourisme. Et le remède risque d'être pire que le mal.

Contradiction quotidienne : les touristes étrangers jouissent d'une île dans l'île, il y a pour eux ce qui manque pour les Cubains. De vieilles blessures s'ouvrent dans la mémoire. Il y a une colère populaire, une colère juste, dans cette patrie qui avait été colonie, qui avait été bordel et tripot.

Situation pénible, sans aucun doute, mais comme elle est cubaine, on la regarde à la loupe. Mais, qui peut jeter la première pierre ? Les privilèges du tourisme étranger ne sont-ils pas jugés normaux dans toute l'Amérique latine ? Pire encore, la guerre systématique contre les pauvres n'est-elle pas jugée normale, depuis le mur mortel qui sépare ceux qui ont faim de ceux qui ont peur ?

**9.** Il y a des privilèges à Cuba ? Des privilèges du tourisme, et, en une certaine mesure, des privilèges du pouvoir ? Sans aucun doute. Mais le fait est qu'il n'existe pas de société plus égalitaire dans toute l'Amérique latine. La pauvreté est partagée : il n'y a pas de lait, c'est vrai, mais le lait ne fait défaut ni aux enfants ni aux vieillards. La nourriture est rare, il n'y a plus de savon, et le blocus n'explique pas toutes ces pénuries par un tour de magie ; mais, en pleine crise, il y a toujours des écoles et des hôpitaux pour tous, ce qui est difficile à concevoir dans un continent où tant de gens ont pour seul instituteur la rue, et pour seul médecin la mort.

La pauvreté est partagée, je le dis, et elle se partage : Cuba est toujours le pays le plus solidaire du monde. Récemment, pour citer un exemple, Cuba a été le seul pays à ouvrir ses portes aux Haïtiens fugitifs de la faim et de la dictature militaire, qui, en revanche, ont été expulsés des Etats-Unis.

**10.** Temps d'écroulements et de perplexité ; temps de grands doutes et de petites certitudes.

Mais peut-être que cette certitude n'est pas si petite : lorsqu'ils naissent de l'intérieur, lorsqu'ils grandissent d'en bas, les grands processus de changement ne finissent pas du mauvais côté.

Le Nicaragua, pour citer un cas, qui vient d'une décennie d'étonnante grandeur, pourra-t-il oublier ce qu'il a appris en matière

de dignité, de justice et de démocratie ? Est-ce que le sandinisme se résume à quelques dirigeants qui n'ont pas su être à la hauteur de leur propre geste et qui ont gardé des voitures, des maisons et d'autres biens publics ? A coup sûr le sandinisme est bien plus que ces sandinistes qui avaient été capables de perdre la vie dans la guerre et qui, dans

la paix, n'ont pas été capables de perdre les choses.

**11.** La révolution cubaine vit une tension croissante entre les énergies de changement qu'elle contient et ses structures de pouvoir pétrifiées.

Les jeunes, et pas seulement les jeunes, exigent plus de démocratie. Ce n'est pas un modèle imposé de l'extérieur, préfabriqué par ceux qui discréditent la démocratie en l'utilisant comme un alibi de l'injustice sociale et de l'humiliation nationale. L'expression réelle, pas formelle, de la volonté populaire veut trouver son propre chemin. A la cubaine. De l'intérieur, et d'en bas.

Mais la pleine libération de ces énergies de changement ne semble pas possible tant que Cuba sera soumise à un état de siège. Le harcèlement extérieur alimente les pires tendances du pouvoir : celles qui interprètent toute contradiction comme un éventuel acte de conspiration, et pas comme une simple preuve que la vie est vivante.

**12.** Cuba est jugée comme si elle n'était pas en train de souffrir, depuis plus de 30 ans, une situation continue d'urgence. Ennemi rusé, sans aucun doute, celui qui condamne les conséquences de ses propres actes.

Je suis contre la peine de mort. N'importe où. A Cuba aussi. Mais, peut-on répudier les exécutions sans répudier, en même temps, le siège qui refuse à Cuba la liberté d'élire et l'oblige à vivre dans l'incertitude ?

Oui, on peut. En fin de compte, Cuba reçoit des cours de droits de l'homme de ceux qui sifflent, en regardant en l'air, lorsque la peine de mort s'applique ailleurs en Amérique. Et elle ne s'applique pas de temps à autre, mais de façon systématique : lorsqu'on grille des Noirs sur les chaises électriques des Etats-Unis, lorsqu'on massacre des Indiens dans les montagnes du Guatemala, lorsqu'on crible de balles les enfants des rues du Brésil.

Si lamentables qu'aient été les exécutions à Cuba, en fin de compte, le courage de cette minuscule île tétue est-il pour autant moins admirable, [dans cette île] condamnée à la solitude, dans un monde où la servilité est une haute vertu et une preuve de talent ? Dans un monde où celui qui ne se vend pas se loue ?

★

Aqui

La Paz, 24 avril 1992



# L'apprenti-dictateur

**Hugo Blanco est militant du Parti d'unité mariatéguiste (PUM) et dirigeant de la Confédération paysanne du Pérou (CCP). *Inprecor* l'a rencontré lors de son récent voyage en Europe, quelques semaines après le coup d'Etat au Pérou (voir *Inprecor* n° 350 du 10 avril 1992), et a recueilli son témoignage.**

## TEMOIGNAGE



**DANS UN PAYS** pauvre comme le Pérou, il est difficile, à terme, d'appliquer une politique néolibérale sans un gouvernement dictatorial. Au Pérou, cette politique a eu des conséquences sociales terribles

— la faim et la misère ! Evidemment, à terme, le peuple ne peut pas l'accepter. Pour faire face à toute éventuelle résistance, il faut donc un gouvernement dictatorial : voilà ce qui explique, à grands traits, le putsch.

Ensuite, il y a une série de particularités propres au Pérou : Fujimori ne dispose pas d'un parti structuré derrière lui. Cambio 90 [la coalition qui a soutenu sa campagne électorale, ndlr] était une invention strictement électorale et ses dirigeants ont pris différents chemins ; ses deux vice-présidents, par exemple, s'opposent aujourd'hui au président ! Ensuite, il faut rappeler le fort degré de déstructuration de l'Etat péruvien.

En effet, c'est un Etat en pleine décomposition. Certaines parties du pays sont sous contrôle direct des militaires ; d'autres sont entre les mains des trafiquants de drogue, dans celles du Sentier lumineux ou même, à certains endroits, il existe un pouvoir populaire fort. Le Brésil ainsi que la Colombie "administrent" de fait des parties de notre territoire. Fujimori n'avait aucun contrôle sur le pouvoir judiciaire, ni sur le Parlement, ni sur les gouvernements régionaux, etc.

Ce coup d'Etat a été réalisé, il faut le rappeler, par les militaires. L'armée soutient la politique d'ajustement, malgré certaines divergences liées aux intérêts concrets des militaires — les soldats demandent aussi, par exemple, des hausses de salaires, ce qui va à l'encontre de la politique d'austérité appliquée et crée de petites contradictions.

Washington, quelles que soient les déclarations officielles, soutient le putsch.

Pour l'impérialisme, il y a une contradiction dans la mesure où il tient un discours qui identifie néolibéralisme et démocratie — pour redorer un peu l'image du néolibéralisme.

## Le double langage des Etats-Unis

Dans la pratique, dans un pays comme le Pérou, on ne peut pas appliquer les politiques néolibérales dans un cadre démocratique ; voilà pourquoi l'impérialisme doit jouer sur deux tableaux à la fois, en critiquant officiellement le putsch et en l'appuyant en sous-main. Lorsque le vice-président San Roman a été investi président du Pérou — par l'assemblée réunie clandestinement après le putsch, qui a formé un gouvernement parallèle —, les Etats-Unis ont réaffirmé qu'ils ne reconnaissent que Fujimori. Bush n'a pas la même attitude vis-à-vis d'Haïti ou du Pérou que de l'Irak, de Cuba ou de la Libye.

On trouve la même contradiction à propos du problème du trafic de drogue, qui sert de prétexte à Washington pour intervenir militairement en Amérique latine. Mais il ne faut pas oublier que les Etats-Unis sont les premiers à profiter du narcotrafic — ils ont ainsi financé, par exemple, la Contra nicaraguayenne. Quand ils sont intervenus militairement avec ce prétexte, en Bolivie ou au Pérou, ils n'ont jamais arrêté un seul grand trafiquant ! La compromission de nos militaires dans ce trafic dérange évidemment les Etats-Unis, mais ce n'est sûrement pas leur préoccupation première. Toutes ces contradictions — au sein du gouvernement Fujimori et des forces armées, d'une part, et au sein de l'impérialisme, de l'autre — pèsent peu face au souci commun d'appliquer le projet économique néolibéral.

Par exemple, lorsque l'armée péruvienne avait touché un avion nord-américain, les gouvernements péruvien et nord-américain se sont entendus pour étouffer l'affaire — cela ne se serait pas passé ainsi en Libye.

La bourgeoisie péruvienne, elle, a réagi de façon différenciée au putsch. D'une part,

les organisations patronales ou la bourgeoisie exportatrice ont soutenu le président ; de l'autre, les organisations politiques de droite, elles, ont condamné le coup d'Etat — du Parti Liberté de l'écrivain Vargas Llosa jusqu'à l'Alliance révolutionnaire populaire américaine (APRA) de l'ancien président Alan Garcia. Pourquoi ces deux attitudes ? Même si le gouvernement de Fujimori représente encore plus les intérêts impérialistes que la bourgeoisie péruvienne, il est seul capable de donner une certaine stabilité au système. L'opposition des partis bourgeois est compréhensible : aucun homme politique ne veut perdre son prestige en appuyant un projet qu'il sait condamné — s'il y a des élections, ceux qui ont soutenu les putschistes n'auront aucune chance — ; tous les politiciens espèrent, à terme, profiter de la perte de prestige du gouvernement actuel.

On semble assister aujourd'hui, en Amérique latine, à un retour des militaires (1) — les cas d'Haïti et du Pérou sont le produit d'une même dynamique — ; mais il y a eu aussi des bruits de bottes en Bolivie, en Equateur, au Venezuela, et même des rumeurs au Brésil ou en Argentine. Le Pérou a été le maillon le plus faible de la chaîne. Mais si la crise économique internationale persiste, il faudra des putschs de ce genre ailleurs pour que la politique néolibérale puisse être appliquée ; cela peut donc s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine.

## Un mouvement populaire affaibli par la récession

Au Pérou, il y a un divorce entre la gauche et le mouvement populaire, mais il en existe un autre au sein même du mouvement populaire. Avant le putsch, le mouvement de masse connaissait un certain reflux à cause de l'offensive néolibérale et de la récession. Face à l'existence de milliers de chômeurs, ceux qui ont pu préserver leur emploi ne se mettent pas en grève parce qu'ils savent que cela pourrait donner l'occasion au patron de fermer leur usine. La récession a fortement affaibli le mouvement ouvrier péruvien, et même — dans une moindre mesure cependant — le mouvement paysan et urbain.

Il y a une espèce de divorce politique au sein même des organisations de masse, entre l'avant-garde, qui comprend bien le rôle du gouvernement de Fujimori, et les masses, qui acceptent le discours du président visant à faire porter la responsabilité de la situation dramatique aux autres. La gauche s'est aussi éloignée du mouvement de masse parce qu'elle n'a pas bien répondu aux besoins directs de la population, donnant la priorité à la lutte institutionnelle.

1) Voir *Inprecor* n° 350 du 10 avril 1992.

Malgré ce reflux, et face à la décomposition de l'Etat péruvien, certaines organisations populaires assument des fonctions relevant normalement de l'Etat — c'est ce qu'on appelle les "organisations de survie". Elles s'occupent, par exemple, de cantines populaires ou de la distribution de verres de lait pour les enfants dans les quartiers pauvres. Les communautés paysannes qui, à certains endroits, ont de forts traits autogestionnaires organisent, par exemple, des groupes d'autodéfense paysanne pour se protéger des voleurs de bétail — il existe aussi des groupes d'autodéfense dans les quartiers populaires.

### Des organisations de "survie"

On assiste donc à une situation contradictoire : d'un côté, une baisse des luttes ; d'un autre, un renforcement de ce que nous appelons le "pouvoir populaire" — et l'apparition de nouvelles formes d'organisation face aux carences de l'Etat : ceci est positif, même si cela ne se traduit pas aujourd'hui par de grands combats de masse.

L'Eglise joue un rôle important dans tout ce processus, comme dans le milieu paysan ; mais la gauche n'est pas totalement absente non plus, elle intervient dans ces nouvelles organisations.

Enfin, il faut parler des *rondas campesinas* qui constituent une forme d'autodéfense des masses, à condition qu'elles ne reconnaissent que l'autorité de l'organisation paysanne et qu'elles agissent en fonction des intérêts de celle-ci. Ces groupes sont nés à Catamarca et se sont ensuite développés ailleurs dans le pays.

Mais il faut savoir que, sous ce même nom, l'armée a organisé des groupes paramilitaires [en utilisant des paysans, ndlr], sous prétexte de combattre le Sentier lumineux (SL), mais qui, en réalité, s'attaquent à tous ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement. Dans des régions où le SL est très actif, des paysans s'organisent pour se défendre contre celui-ci et demandent des armes aux militaires ; ensuite, ils peuvent être plus ou moins utilisés par l'armée. Evidemment, nous nous battons pour que ces groupes paysans agissent de façon autonome.

Le Sentier lumineux sort renforcé du putsch. Face à la hausse prévisible de la répression, le SL est l'organisation la mieux préparée pour se battre dans la clandestinité — les autres sont habituées à fonctionner dans la légalité. Par ailleurs, le putsch, d'une certaine façon, vient justifier l'existence même du SL — l'article 82 de la Constitution du Pérou dit que le peuple a le droit de s'insurger face aux gouvernements illégitimes

constitués, ce qui est le cas du gouvernement actuel.

Le putsch légitime donc l'action du SL contre l'Etat — mais sûrement pas celle qu'il mène aussi contre les dirigeants populaires.

L'autre mouvement armé du Pérou, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui, lui, est un parti politique, est actuellement très affaibli par ses crises internes.

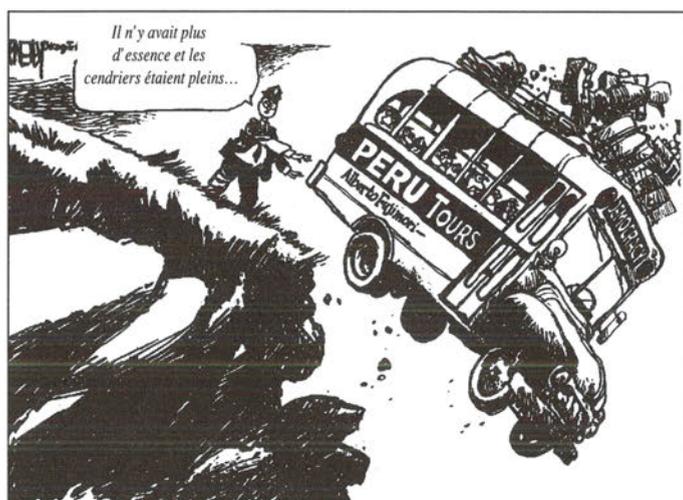
Avant le coup d'Etat, le parti d'unité mariatéguiste (PUM) disait que le Pérou traversait une situation "pré-révolutionnaire" particulière. Il est vrai qu'il y avait des éléments caractéristiques d'une période pré-révolutionnaire, par exemple, la décomposition de l'Etat bourgeois, la constitution d'organes de pouvoir populaire avec une réelle influence — dont les *rondas campesinas* armées —, etc. S'il est vrai qu'il n'y avait pas de partis révolutionnaires forts, ni de front révolutionnaire à la tête du mouvement de masse, des éléments existaient, même s'ils étaient éclatés et faibles.

### Où est la légalité ?

Aujourd'hui, le PUM n'analyse plus les choses ainsi ; au contraire, il dit que les masses connaissent une situation de reflux.

Pour nous, revenir à la légalité ne signifie pas revenir à la situation qui prévalait avant le putsch, ni accepter un plébiscite organisé par Fujimori — celui-ci voudrait déterminer ce qu'il faut réformer ou pas dans la Constitution, ce qu'est la légalité, et faire répondre par oui ou par non à tout un paquet de mesures. La seule réforme démocratique possible de la Constitution passe par la convocation d'une assemblée constituante qui décidera, elle, des formes d'un retour à la légalité — pour le PUM, la démocratie au Pérou doit être essentiellement basée sur les organisations du pouvoir populaire, les élus doivent être révocables, etc. Evidemment les conditions n'existent pas aujourd'hui pour organiser de telles élections ; ce sera la dictature qui imposera ses méthodes.

Après la formation du gouvernement parallèle, le PUM a reconnu la légitimité constitutionnelle de celui-ci : c'est le gouvernement légitime, selon la Constitution. Cela ne veut pas dire que le PUM appuie San Roman ou sa politique.



Ce gouvernement parallèle n'a évidemment aucun pouvoir ; l'armée a la force de son côté, elle tient Fujimori, qui est le gouvernement de fait. En outre, vu la perte de prestige du Parlement, le gouvernement parallèle n'a aucune base sociale.

### Ce n'est pas un putsch "propre"

Enfin, il faut démentir la campagne de la presse internationale, qui prétend que ce putsch n'est pas violent. Depuis le début, il y a eu des attaques contre les organisations de masse — l'armée a envahi le local de la Confédération paysanne, de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), du syndicat des professeurs, il y a eu des interpellations de dirigeants populaires, etc. Tous ces syndicats fonctionnent maintenant dans la clandestinité. Si le mouvement de masse ne subit pas encore une forte répression, c'est parce que Fujimori n'en a pas encore besoin. Le gouvernement ne veut surtout pas avoir l'air d'une dictature, ce qui pourrait réveiller plus vite la population.

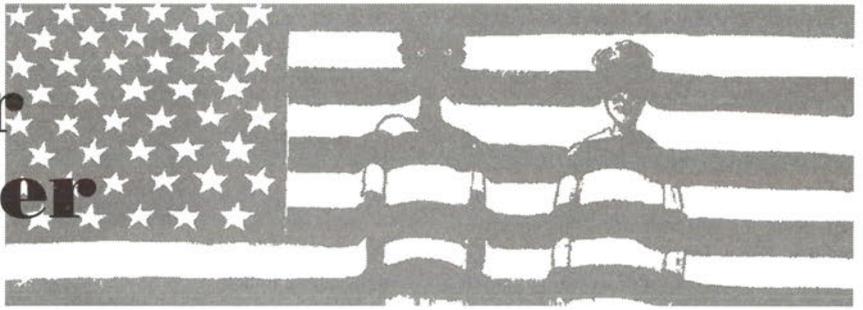
La solidarité doit être très attentive à la répression, qui, sans aucun doute, va aller croissant.

La campagne pour l'abolition de la dette extérieure menée dans certains pays occidentaux doit se poursuivre ; il faut demander l'abolition inconditionnelle de la dette du tiers monde. Il faut montrer, en plus, les conséquences de ce fardeau sur le Pérou et dans les causes du putsch. ★

5 mai 1992

Témoignage recueilli par Monica Verdi

# S'organiser pour résister



Deux semaines après la fin des émeutes faisant suite à l'unique procès Rodney King (voir *Inprecor* n° 352 du 8 mai 1992), la "sale guerre" raciste de la police s'est accrue à Los Angeles.

Néanmoins, les communautés noires et hispaniques de cette ville pansent leurs plaies ; elles sont déjà en train de se battre pour imposer un contre-projet de reconstruction du quartier de South-Central à la municipalité.

## Dolores TREVISIO



DEPUIS des années, le Département de police de Los Angeles (LAPD) mène une véritable guerre raciste contre les communautés latino-américaines et noires de South-Central. Comme l'ensemble de la

communauté peut en témoigner, un Noir de South-Central risque en permanence de se faire arrêter, souvent sans aucune raison ; il est alors obligé de se mettre à genoux, s'il est coopératif, ou de s'allonger par terre s'il a l'air fier, puis il est relâché après une fouille illégale au corps et de son véhicule. Ceux qui protestent trop risquent d'être vigoureusement passés à tabac et, en plus, de se retrouver sous le coup d'une inculpation.

D'ailleurs, le cas de Rodney King était devenu une affaire unique, une aberration, parce que les violences avaient été enregistrées sur une cassette-vidéo, utilisée comme preuve lors du procès. L'utilisation d'une force excessive par le LAPD était manifeste, et les quatre policiers en cause furent réellement "jugés". Mais le verdict d'innocence fit déborder la coupe. En l'absence patente de recours légal, et de protection des droits civiques des Noirs, il ne restait plus à ceux-ci qu'à défier l'Etat.

Le verdict d'innocence fut perçu, à juste titre, comme une légitimation totale, sociale

et politique, des attaques racistes qui visent les Noirs dans cette société. Pour riposter à cela, la communauté afro-américaine choisit de tester son pouvoir dans la rue. L'un des aspects les plus imposants des émeutes fut que, durant quelques jours, les Afro-Américains et les Hispaniques s'emparèrent des rues, tenant les forces de l'ordre en échec.

Le renversement du rapport de forces, bien que temporaire, a eu un effet libérateur sur la communauté afro-américaine. Elle s'est aperçue de sa force en réussissant à contrôler les rues contre la police, et il est apparu que l'Etat n'était pas tout-puissant. D'ailleurs, l'appareil de répression agit maladroitement et comme une machine grippée, lorsque la garde nationale ne parvient pas à se déployer durant les premières 24 heures, parce qu'elle avait oublié ses munitions.

Mais, depuis, l'Etat a repris le dessus et a, en fait, compensé ces quelques heures de pagaille, où ses agents furent réduits à assister en spectateurs à la violation publique de la loi et de l'ordre. Les policiers se sont remis à contrôler les rues grâce à un déploiement de force militaire sans précédent, qui s'est traduit par l'arrestation d'environ 19 000 personnes et la déportation de 700 Latinos-Américains, alors que des milliers d'autres évitaient de justesse la reconduction à la frontière.

## La revanche de la police

Cette réaffirmation de la domination du pouvoir, sous la forme d'une occupation militaire, s'est accompagnée d'une suspension totale des libertés civiles. Actuellement, la population de Los Angeles ne dispose ni de liberté de parole ni du droit d'organiser des rassemblements publics. La situation est encore pire pour les communautés noires et hispaniques, qui n'ont même plus droit à une vie privée : la police procède, en ce moment, à des fouilles systématiques, logement après logement, généralement sans mandats de perquisition, pour rechercher les objets pillés. En outre, les deux communautés subissent quotidiennement des opérations policières "coup de poing". Les quartiers hispaniques sont ratissés, la police traque les "étrangers illégaux" — Daryl Gates, le chef du LAPD, met à profit la Garde nationale tant qu'elle est là.

Cependant, pour l'instant, la lutte poli-

tique reste forte. Les questions soulevées dans l'immédiat sont : a-t-on le droit de se rassembler pacifiquement ? Le droit à une vie privée ? Le droit à une communauté libre de toute occupation militaire ? Les 19 000 personnes arrêtées bénéficieront-elles d'une amnistie ? Les gens de couleur ont-ils droit à l'égalité devant la justice ?

## Comment reconstruire ?

Les communautés noires et hispaniques ont déjà commencé à réagir : une réunion, convoquée par la Coalition contre les abus de la police, a regroupé environ 80 personnes, représentant une quinzaine de communautés. De nombreuses revendications ont été soulevées lors de cette rencontre, mais les communautés ont surtout insisté sur leur volonté de contrôler leurs conditions de vies.

La première revendication de cette coalition est la mise en place d'un important projet de travaux publics. Elle veut créer un "office public", auquel participera plus de 50 % des habitants de South-Central, qui serait responsable de toucher les indemnités du gouvernement pour les dommages et de redistribuer l'argent selon les besoins ; il emploierait des habitants de la communauté pour la reconstruction et pour la gestion de l'association coopérative, à des tarifs syndicaux. Cette stratégie vise deux objectifs :

- la communauté doit décider démocratiquement où va l'argent, car seuls les habitants connaissent leurs besoins ;

- la communauté doit bénéficier collectivement du nouveau développement de la zone. En d'autres termes, non seulement les contrats de construction ne devront pas aller à des firmes privées, mais les nouvelles constructions seront détenues et gérées collectivement.

Reste à savoir si la coalition réussira ou non à mobiliser assez de forces pour mener à bien ce projet ambitieux mais indispensable.

Dans tous les cas, la classe dominante locale sera confrontée à des problèmes importants, qui ne peuvent plus être dissimulés. Comme nombre de militants noirs et hispaniques le disent « une communauté noire instable, c'est une ville de Los Angeles instable ».

★

Los Angeles, 21 mai 1992

# La lutte trahie des Caterpillar

Après plus de six mois d'agitation sociale et de grèves dans les usines de machines agricoles et de construction d'équipements industriels, provoqués par l'attitude antisyndicale de la direction de Caterpillar — géant de la construction lourde —, les 12 600 adhérents de l'Union des travailleurs de l'automobile (UAW), après avoir refusé l'"offre finale" de la direction, ont été renvoyés au travail. En effet, le 14 avril 1992, les négociateurs de l'UAW — sans avoir signé de convention collective et se soumettant aux conditions dictées par les patrons de la compagnie — ont appelé à la reprise.

Frank LOVELL



CETTE DECISION précipitée de la direction de l'UAW a provoqué des remous dans d'autres syndicats de l'American Federation-Congress of Industrial Organisations (AFL-CIO) et a soulevé le ressentiment des grévistes. L'administration même de Caterpillar a paru surprise par la décision de la direction syndicale.

L'appel à reprendre le travail est intervenu moins d'un mois après que le président de l'UAW, Owen Bieber, ait promis l'organisation d'un rassemblement de 20 000 grévistes à Peoria, dans l'Illinois, devant le siège de Caterpillar, et déclaré que la branche internationale du syndicat soutiendrait de toutes ses forces la grève jusqu'à la victoire, « aussi longtemps qu'elle durera ».

La négociation entre la direction syndicale et celle de l'entreprise s'est déroulée à huis-clos, à la demande du médiateur du gouvernement, Bernard Delury, qui a exprimé sa satisfaction : « Ça fait du bien de pouvoir remettre 12 000 hommes et femmes au travail. » Delury est le directeur du Service fédéral de médiation et de conciliation ; il est personnellement intervenu dans ce conflit en cette qualité, pour le compte de l'administration Bush. Dès le départ, il avait déclaré qu'il fallait mettre autour d'une même table l'UAW et Caterpillar afin d'éviter un bras de fer — c'est surtout nécessaire pour Bush, en cette année d'élection prési-

dentielle. Les négociations doivent encore se poursuivre sous la supervision de Delury.

Le responsable de la délégation de l'UAW dans les négociations, Bill Casstevens, lui, a dit que les grévistes avait gagné un temps de répit après de longs mois passés dans les piquets de grève ; il a aussi déclaré que le syndicat se réservait le droit de relancer la grève si les négociations ne parvenaient pas à un accord satisfaisant. Selon Casstevens, le syndicat s'efforcera d'améliorer les propositions de Caterpillar. Il n'a cependant fait aucune référence à la position traditionnelle de l'UAW lors des négociations dans l'industrie en général, qui a été rejetée par Caterpillar, alors qu'un accord satisfaisant avait été trouvé, en novembre 1991, avec Deere & Co., les constructeurs de machines agricoles.

## Comment étouffer une grève

L'accord de Deere & Co. avait initialement été utilisé par Caterpillar pour rompre les négociations et imposer de façon unilatérale un reclassement des emplois et une remise en question des règles syndicales dans toutes ses usines. Casstevens est le secrétaire-trésorier de l'UAW, soit un des deux plus hauts responsables du syndicat.

L'union locale 974 d'UAW, à Peoria-Est, présidée par Jerry Brown, représente les 9 000 grévistes de Caterpillar qui reçurent l'ordre de reprendre le travail de leurs responsables syndicaux. Certains adhérents apprirent l'appel à cesser la grève par la radio, tôt le matin. Contrairement à d'autres membres du syndicat, qui gagnent leur vie dans les usines de Caterpillar et pas comme permanents, Brown jugea que la grève avait



été un succès — en tout cas, il savait que Casstevens et d'autres dirigeants voulaient entendre dire qu'elle avait réussi.

Il aurait dit que les adhérents du syndicat avaient montré leur solidarité et qu'ils feraient face à la corporation. Brown a déclaré : « Nous allons continuer à négocier. Tout ce que la direction fera qui ne nous plaise pas sera soulevé à la table des négociations. » Il a ajouté que le syndicat ne demanderait jamais à ses adhérents « de se suicider économiquement ».

Cette version des événements et les références aux futurs développements du conflit données par des dirigeants du syndicat contrastaient avec la colère, le scepticisme et la frustration des grévistes qui, malgré tout, essayèrent de reprendre le travail comme on le leur ordonnait.

Face à la tournure prise par les événements, la direction de Caterpillar utilisa plusieurs cartes. La société et les négociateurs syndicaux s'étaient mis d'accord, sous la pression du médiateur fédéral, pour que la compagnie n'engage pas de "jaunes" et pour que les travailleurs puissent reprendre le travail dès le lendemain ; des contremaîtres se tenaient aux grilles, le 15 avril au matin, pour renvoyer les grévistes. Parlant d'un malentendu, un représentant de la direction annonça : « Les récents développements étaient totalement inattendus. Nous avions dû travailler différemment pendant la grève, avec 4 000 cadres. Nous ne pouvions donc pas absorber 12 000 personnes en quelques heures. »

La compagnie commença à intégrer tous les anciens employés dès le lendemain. Un des présidents de Caterpillar, Gerrard Flaherty, a annoncé : « Nous avons rappelé tous

les grévistes qui se sont bien comportés » ; selon ce critère, dix manquaient à l'appel, à cause de leur conduite dans les piquets de grève. La direction a donc réaffirmé ainsi son droit à embaucher et à licencier à sa guise. Lors d'une conférence de presse, le 15 avril, les dirigeants de la société annoncèrent qu'ils allaient réduire la force de travail de 1 350 personnes.

Les salariés qui ont repris le travail dans l'usine de Peoria-Est savent donc ce qui les attend.

### Dérèglementation et guerre contre les syndicats

Caterpillar est co-proprétaire (avec son concurrent japonais Komatsu) de la Komatsu Dresser, qui possède deux usines à Libertyville et à Broadview, dans le Nord-Est de l'Illinois, pas très loin de Peoria. Il s'agit de petites unités de production, avec moins de 500 salariés.

En novembre 1991, lors de la ratification de l'accord avec Deere & Co., les syndiqués UAW de la Komatsu Dresser cessèrent le travail car on leur refusait l'application des mêmes conditions. Leur grève dura deux jours et ne reçut pas l'aval des dirigeants de l'UAW. Les grévistes reprirent le travail avec un contrat dicté par la compagnie, que le syndicat déclara "prendre à l'essai".

Les salariés de la Komatsu Dresser ont subi une reclassification et touchent maintenant 4 dollars de l'heure de moins qu'avant leur mouvement. Les droits d'ancienneté des anciens grévistes sont sujets à la libre interprétation de la compagnie. Les retraites ont été réduites de façon drastique, passant de 1 600 dollars à 383 dollars par mois pour des travailleurs ayant 30 ans d'ancienneté.

Casstevens, responsable à la fois des négociations avec Caterpillar et avec Komatsu Dresser, a déclaré qu'il avait l'intention de poursuivre cette dernière société « dès que le conflit serait réglé chez Caterpillar ».

En réalité, la politique anti-ouvrière de Caterpillar s'applique dans les deux sociétés et elle cherche, dans les deux cas, à détruire l'efficacité des syndicats. Les salariés ayant repris le travail, ni la direction de Caterpillar ni le Service fédéral de médiation et de conciliation ne sont pressés de commencer les négociations.

De retour à Detroit, dans la Maison de la solidarité, le siège international d'UAW, son président, Owen Bieber, déclara que l'éventualité d'une nouvelle grève n'était pas exclue, mais il ne dit rien sur son éventuelle préparation. Son second, Casstevens, avança des plans visant à faire pression sur Caterpillar au moyen d'une large campagne internationale et en dénonçant ses pratiques

auprès du Bureau national des relations du travail.

Il expliqua que si cet organisme soutenait ces accusations, Caterpillar se verrait interdire l'embauche de travailleurs de remplacement (les "jaunes"). Il parla même d'une possible fermeture de l'usine. Entre-temps, le lobby de l'AFL-CIO à Washington continue à chercher un soutien légal, attendant que le Sénat interdise le remplacement des grévistes.

Tous ceux qui connaissent un peu la politique nord-américaine savent que le Sénat n'adoptera sûrement pas une législation du travail favorable aux salariés — s'il le faisait, le président Bush y opposerait son veto. Une issue favorable aux travailleurs de Caterpillar est donc très improbable dans le cadre actuel.

Ce qui apparaissait comme une épreuve de force entre la direction et le syndicat, légèrement "avantagé" par la mobilisation croissante des travailleurs et le mécontentement général qui règne dans le pays, s'est soudain transformé en défaite lorsque la direction centrale d'UAW a abandonné la bataille sans combat.

La direction d'UAW tient souvent, en privé, un discours militant, mais les travailleurs de l'automobile ont appris, depuis des années, que ses actions contredisent ses discours.

### La mafia "familiale" de l'UAW

L'UAW est un syndicat complètement bureaucraté. Cependant, il a une réputation "propre" car ses dirigeants ne sont pas liés au milieu, comme certains leaders des Teamsters (1). A l'UAW, les dirigeants sont très généreusement payés ; ils pensent et vivent plus comme des cadres moyens que comme les travailleurs qu'ils sont censés représenter.

Il est vrai qu'ils ne sont pas arbitrairement cooptés à la direction — il doivent se frayer un chemin comme délégués du personnel, d'abord, puis accéder à un poste de représentant d'union locale et, enfin, grimper vers les sommets de l'échelle bureaucratique. Les dirigeants régionaux, les vice-présidents et les deux leaders centraux sont désignés par des conventions de délégués dûment élus — mais la majorité de ces délégués aspirent à diriger leur union locale ou sont des permanents syndicaux. C'est un système qui se reproduit par lui-même.

Quand Walter Reuther présidait l'UAW, dans les années 50 et 60, et jusqu'à une époque récente, les conventions de ce syndicat ressemblaient plus à des réunions de famille qu'à des instances de décision.

Pendant les années 70 et 80, les conventions de l'UAW ratifiaient des décisions

préalablement ficelées. La bureaucratie dirigeante, à l'époque de Reuther, se définissait elle-même comme la "famille". Elle avait amassé une importante caisse noire, pour assurer la protection de la "famille" et la sélection soigneuse de ses membres en poste ou potentiels — ceux qui accédaient à des responsabilités, étaient financièrement tranquilles pendant tout leur mandat.

Durant la vie de l'UAW, il y a toujours eu des débats et des oppositions à la bureaucratie centrale, surtout au niveau local. C'était encouragé par la direction, qui considérait ces batailles comme un entraînement bénéfique pour les futurs bureaucrates. Ceux-ci, après avoir fait leurs débuts comme délégués syndicaux, apprenaient à conduire des négociations avec le patronat et étaient rodés pour résoudre des conflits par le biais de compromis — les représentants des employeurs contribuent à cet entraînement.

La collaboration entre le patronat et le syndicat était acceptée de part et d'autre durant l'après-guerre ; elle était considérée comme essentielle pour l'efficacité de la production.

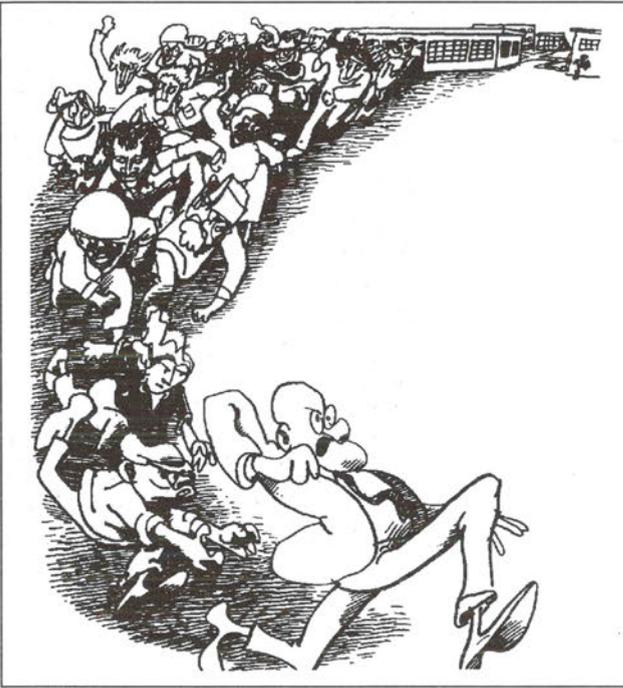
Cet arrangement a satisfait les deux parties tant que l'industrie traversait une phase d'expansion et que l'économie nationale prospérait. Les employeurs pouvaient, à l'époque, faire de petites concessions — si elles ne rognaien pas leurs profits — ; en échange, ils disposaient d'une main-d'œuvre satisfaite et docile.

Mais cette lune de miel se termina au milieu des années 70, lorsque l'économie commença à s'effondrer et que des multinationales furent constituées pour chercher des ressources, du travail bon marché et de nouveaux marchés. Aux Etats-Unis, la politique du monde des affaires passa alors de la collaboration avec les syndicats à ce que le président de l'UAW de l'époque, Fraser, caractérisait comme la "guerre de classe". La politique sociale du gouvernement suivit évidemment cette ligne.

Les dirigeants actuels de l'UAW sont arrivés au sommet de la bureaucratie à l'époque de la collaboration avec le patronat, ils ne connaissent donc rien d'autre. Leur seule expérience s'est forgée à travers les marchandages avec le patronat, ou dans des grèves appelées uniquement pour permettre l'ouverture de négociations et la signature d'arrangements préables. Il y eut beaucoup de grèves de ce genre dans les années 50 et 60 — certaines durant plusieurs mois, d'autres quelques semaines.

Cette agitation sociale s'expliquait par plusieurs facteurs. Certaines années, les firmes automobiles disposaient de stocks importants ou encore avaient besoin de temps pour changer leur outillage et préparer

1) Voir *Inprecor* n° 345 du 31 janvier 1992.



de nouveaux modèles. La grève les arrangeait. Le syndicat appelait alors les travailleurs à la grève, tout en veillant à ce qu'ils ne souffrent pas trop. Les salariés obtenaient des compensations, versées par le syndicat pour cause de grève.

Pendant ces conflits, lorsque le temps de signer un nouveau contrat était venu et qu'il fallait remettre tout le monde au travail, la semaine finale de négociations était annoncée en grand fanfare. La presse rapportait comment les habiles négociateurs avaient travaillé toute la nuit, et que ce n'était qu'au dernier moment qu'ils étaient parvenus à un accord. La compagnie et les représentants syndicaux apparaissaient alors devant les caméras de télévision, se serraient la main en souriant, chacun parlait de victoire et chantait les louanges de l'autre. Dans ces grèves, tout le monde gagnait, et personne ne souffrait. Cela faisait partie du système.

Certaines grèves, souvent courtes, étaient décidées par les négociateurs « pour que les travailleurs puissent vider leur sac ». Cela mettait les salariés dans un meilleur état d'esprit pour accepter « la rédaction finale » d'un faible accord salarial.

Telle est l'histoire du passé, qu'a connu l'actuelle direction d'UAW.

### Du rifi chez les bureaucrates

La génération actuelle de travailleurs industriels a appris de première main ce dont Fraser parlait il y a 14 ans. La plupart des ouvriers essayent avant tout de préserver leur salaire et leurs conditions de travail à travers le syndicat, face à la "guerre de classe" engagée par les patrons. Les salariés en veulent aux dirigeants syndicaux qui ne sont pas capables de repousser les attaques patro-

nales. Voilà pourquoi la lâche capitulation devant Caterpillar peut constituer un événement décisif lors de la convention de l'UAW, qui doit se tenir à San Diego, en juin 1992.

De nombreux militants de l'UAW sont attentifs aux conséquences qu'aura la grève de Caterpillar. En sonnant la retraite, Owen Bieber assurait, à tous ceux qui voulaient l'entendre, que toute grève est unique et que la défaite syndicale à Caterpillar ne remettrait pas en cause la stratégie de défense mise en œuvre par le syndicat contre les licenciements

et les fermetures d'usines des "trois grands" de l'automobile — General Motors, Ford et Chrysler.

Mais il est évident que les grandes sociétés ont une stratégie antisyndicale commune, en harmonie étroite avec la politique du gouvernement, qui cherche à contourner les accords nationaux, à dresser les syndicats locaux les uns contre les autres, et à porter des coups aux salaires et aux conditions de travail, en faisant miroiter l'espoir fallacieux de sauver des emplois.

C'est ce qui est arrivé, au début 1992, quand les dirigeants de General Motors, ont annoncé la fermeture de 21 de leurs 150 usines, en disant qu'ils choisiraient lesquelles fermer selon le soutien obtenu auprès des syndicats locaux.

Une sérieuse opposition contre la bureaucratie de l'UAW est apparue en 1986 ; elle s'est accrue de façon persistante depuis, encouragée par les succès des réformes engagées dans les Teamsters, et aiguillonnée par les attaques impitoyables des patrons.

Ce mouvement, dirigé par l'ancien responsable régional Jerry Tucker, s'est baptisé les Nouvelles directions. Il mène campagne contre Bieber et espère gagner assez de délégués à la prochaine convention pour pouvoir prendre la présidence.

L'ambition de Tucker est démesurée. Il mise sur une stratégie plus militante du syndicat, limitée à des luttes économiques et pour de meilleures conditions de travail pour les travailleurs de l'automobile et les autres membres de l'UAW. En présence des militants syndicaux, il parle de lutter pour les acquis sociaux — santé pour tous, réduction des loyers, éducation publique gratuite, programme contre le chômage, etc. Mais, dans

les réunions publiques, il esquive la question de savoir comment le mouvement syndical pourrait organiser un parti du travail pour conquérir tout cela.

Selon lui, la tâche prioritaire est d'organiser un caucus des Nouvelles directions dans l'UAW pour transformer le syndicat et élire une nouvelle direction.

Dans l'épreuve de force contre Caterpillar, Tucker a expliqué que la direction actuelle de l'UAW avait échoué en prévenant les adhérents trop tard des dangers encourus. Selon lui, une campagne contre les heures supplémentaires aurait du être organisée dans toutes les usines Caterpillar dès le refus de la compagnie, en novembre 1991, de signer les accords passés avec Deere & Co. Cela aurait limité le stockage de machines préparé par la direction en prévision de la grève.

### Lutte de pouvoir

Pour Tucker, les syndiqués auraient dû être réellement informés de tous les agissements antisyndicaux de Caterpillar et encouragés à faire face à la direction de l'usine. Il critique aussi l'attitude de Bieber, qui a refusé de révéler les desseins de la compagnie, et de ne pas demander le soutien de tout le mouvement ouvrier. En outre, il accuse la direction de l'UAW de ne plus être en phase avec ses adhérents. Tucker voudrait ainsi revenir à la stratégie de négociations instaurée par Walter Reuther, à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, lors de la création de l'UAW. Il affirme que la direction syndicale actuelle croit encore et souhaite des rapports patrons-travailleurs harmonieux qui ne sont plus de mise.

Cette révolte sera peut-être assez puissante pour conduire Tucker à la présidence de l'UAW, en juin 1992. Mais il est certain que la défaite des travailleurs de Caterpillar ne sera ni résolue ni oubliée avec l'élection des dirigeants de l'UAW lors de sa prochaine convention. Elle restera dans les mémoires comme une triste page de l'histoire de ce syndicat. ★

New-York, 30 avril 1992

# La colère passive

La sixième réunion du Congrès des députés du peuple russe, qui s'est conclue le 22 avril 1992, après plus de deux semaines de débats, a renforcé la position du gouvernement Eltsine, malgré des escarmouches entre les cercles dirigeants et les députés les plus conservateurs. Cependant, la situation en Russie est loin d'être stable : la chute libre de l'économie continue ; les liens économiques entre les entreprises se distendent et une nouvelle phase de libéralisation des prix est prévue. Le niveau de vie de la population a, dans l'ensemble, fortement baissé après la réforme des prix de janvier.

**Poul Funder LARSEN**



**C**EPENDANT, le tableau est contrasté : certains groupes de travailleurs ont obtenu d'importantes augmentations de salaires — surtout dans les industries dites "stratégiques", telle celle du pétrole, où un cadre touche de 10 à 15 000 roubles par mois. D'autres salariés, dans des industries relativement prospères ou subventionnées par le gouvernement, ont aussi pu préserver leur niveau de vie.

En revanche, les retraités, les étudiants, de très nombreux fonctionnaires et des ouvriers d'industries moins privilégiées ont vu leurs revenus s'effondrer du jour au lendemain. Ces travailleurs touchent parfois 1 000 roubles par mois, ou même moins — aujourd'hui, 50 millions de Russes vivraient en dessous du seuil de pauvreté (1). Cela a provoqué des protestations : manifestations d'étudiants et d'handicapés ; vague de grèves des enseignants, des travailleurs de la santé (voir l'article en p. 27) et, à certains endroits, des employés des transports municipaux.

Fin avril 1992, la presse libérale s'est extasiée devant la "reconnaissance internationale" des réformes économiques russes, concrétisée par l'admission de la Russie au sein du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale — mais les doutes sur les réformes augmentent au sein de la population. Un sondage de la *Nezavissimaïa Gazeta*, du 30 avril 1992, montrait que seulement 6,4 % des personnes interrogées approuvaient résolument le gouvernement, 23,7 % le soutenant globalement, et 64,8 %

s'y opposant (soit partiellement soit fortement). Cependant, pour l'instant, ce mécontentement croissant n'est capitalisé par aucune force politique capable de remettre en cause l'hégémonie des droitières qui entourent Eltsine. Durant le Congrès des députés du peuple, une opposition traversant plusieurs groupes (libéraux-démocrates et communistes) est apparue, surtout autour de l'élaboration d'un programme de réformes qui prendrait en compte les intérêts des entreprises d'Etat pour stimuler la formation d'un capitalisme national, opposé à la forte dépendance vis-à-vis du capital financier international.

Cette position a ainsi été reprise par le président du Parlement russe, Rouslan Khasboulatov — mais le lobby important des directeurs d'entreprises, réunis dans le Congrès des industriels et des entrepreneurs d'Arkadi Volsky, tirait les ficelles en coulisses.

## L'opposition "traditionaliste"

Malgré la thérapie de choc de janvier 1992, la seule opposition conséquente à cette politique est issue des organisations se réclamant du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), qui ont été à l'initiative d'une série de meetings communistes "traditionalistes" depuis le début 1992 — celui du Premier Mai a réuni environ 50 000 personnes. Parmi ces forces, le Parti des travailleurs communistes russes (PTCR), une formation néo-brejnévienne qui revendique 150 000 membres, joue un rôle dirigeant. Mais, il faut aussi compter avec des organisations plus modérées, comme le Parti socialiste des travailleurs de Roy Medvedev, le Parti communiste russe et l'Union des communistes, qui, tous deux, proviennent de la Plate-forme marxiste de l'ancien PCUS.



Longue vie à la démocratie !

Un autre groupe actif attire l'attention des médias : Russie ouvrière, qui tient des discours nostalgiques demandant la résurrection de l'Union soviétique et qui développe une rhétorique chauvine attirant des leaders nationalistes russes. Mais ce groupe ne recrute guère. Malheureusement, c'est aussi vrai pour les forces socialistes démocratiques, bien moins nombreuses, regroupées autour du projet d'un Parti du travail et dans diverses organisations anarchistes ou de la gauche socialiste. La Fédération des syndicats de Moscou, qui avait soutenu l'appel pour un Parti du travail et avait organisé une manifestation contre les politiques du gouvernement, le 23 octobre 1991, est restée inactive après janvier, malgré les violentes attaques contre le niveau de vie. La passivité d'importants secteurs de la classe ouvrière et le faible écho des organisations prétendant la représenter ont, à leur tour, aggravé l'isolement de la gauche.

Pour connaître le point de vue des différentes composantes de la gauche, *Inprecor* a organisé une table ronde avec trois dirigeants de la gauche moscovite pour évoquer la situation actuelle en Russie et l'avenir du socialisme : Alexandre Bouzgaline, professeur d'économie à l'université de Moscou, l'un des initiateurs de l'appel pour un Parti du travail, qui devrait tenir son premier congrès durant l'été 1992 ; Boris Slavine, membre du Parti communiste russe et commentateur politique de la *Pravda*, le seul quotidien à grand tirage de gauche ; et Vadim Damier, historien cofondateur du Parti vert, aujourd'hui dirigeant d'un groupe anarcho-communiste. ★

Moscou, 10 mai 1992

1) Voir *Inprecor* n° 349 du 23 mars 1992.

# Y a-t-il une gauche dans l'avion ?

**INPRECOR :** *Ces derniers mois, on a assisté à une polarisation croissante entre l'élite dirigeante libérale et les forces conservatrices communistes. Pourquoi la gauche socialiste a-t-elle été si fortement marginalisée dans ce processus ?*

**Alexandre BOUZGALINE :** Les forces socialistes de la gauche démocratique ont toujours été assez faibles. Certains secteurs de la vieille *nomenklatura*, la nouvelle *nomenklatura* et les nouveaux entrepreneurs ont une expression politique alors que les initiatives de la base restent en retrait.

La gauche démocratique est dispersée, et le développement des conflits nationaux a renforcé une tendance à la polarisation qui lui est néfaste. La perestroïka a entraîné d'importants conflits nationaux et toute une série de déclarations de souveraineté en opposition au centre. Aujourd'hui, le discours "patriotique" est devenu hégémonique. Un secteur du "mouvement communiste" a repris le flambeau nationaliste, et se retrouve du même côté de la barricade que diverses forces de droite — dont l'extrême droite et les monarchistes — en opposition au libéralisme de droite d'Eltsine et de ses partisans.

Dans de telles circonstances, il est extrêmement difficile de prendre une troisième voie.

**Boris SLAVINE :** J'aimerais souligner qu'ici la gauche a toujours été identifiée avec le mouvement communiste, totalitaire et stalinien — l'attitude envers les communistes reste encore très négative, même si cela évolue un peu aujourd'hui.

Il ne faut pas juger la réalité russe avec des termes comme "gauche" ou "droite", "communiste" ou "non communiste". Ici, la gauche et la droite sont presque entièrement composées de communistes. Aujourd'hui, il y a des communistes parmi les libéraux et dans les partis de droite, y compris au sein de Pamiat.

Je ne crois pas qu'un parti communiste d'Union soviétique unifié puisse réapparaître à cause de la façon dont l'ancien parti a éclaté : par une trahison de ses dirigeants, qui, les premiers, sont passés de positions staliniennes orthodoxes à un discours social-démocrate, puis libéral-démocratique.

**A. B. :** Je n'utiliserai pas le mot "trahison", il s'agissait, depuis le début, de traîtres, de bureaucrates coupés de la population, avec leurs propres intérêts de force sociale privilégiée, prêts à adopter n'importe quelle position afin de maintenir le statut privilégié de la bureaucratie. Ils ne seront jamais de vrais démocrates, parce que, pour ce faire, ils devraient éliminer leur propre système bureaucratique.

**B. S. :** Je ne dirais pas que la gauche ne joue aucun rôle sur la scène politique aujourd'hui. Dans la dernière période, elle s'est développée assez rapidement. Depuis août 1991, trois partis ont déjà été enregistrés officiellement, deux communistes et un socialiste : le Parti socialiste des travailleurs (PST), le Parti des travailleurs communistes russes (PTRC) et le Parti communiste russe (PCR). Le Parti du travail, qui pourrait avoir une large sphère d'influence, va bientôt voir le jour (1).

À l'exception du PTRC, ces partis sont encore faibles d'un point de vue militant, mais ils se développent. Je ne crois pas qu'il faille être pessimiste. En outre, il est possible que les forces de gauche se rassemblent pour élaborer une presse commune et se faire entendre.

**Vadim DAMIER :** Selon moi, il n'y a pas de mouvement de gauche dans notre pays aujourd'hui. Il n'existe que quelques petits regroupements, qui pourraient se renforcer dans des conditions plus favorables. Il faut distinguer entre la gauche radicale, la gauche "molle" et la "fausse gauche" prête à travailler avec les forces d'extrême droite fascisantes.

La gauche "molle" fait des concessions à l'esprit libéral — elle accepte le concept d'économie de marché, en demandant qu'il soit appliqué de la manière la plus juste d'un point de vue social. Elle se montre prudente vis-à-vis des mobilisations : elle a été à l'origine de protestations assez importantes durant l'automne 1991, mais, depuis la mi-décembre, elle a abandonné ce terrain. Aujourd'hui, la majorité de ceux qui descendent dans la rue sont fortement influencés par les forces "national-patriotiques" (2). La plupart des manifestants de Moscou ne sont ni staliniens ni nationalistes — ce sont tout simplement des gens durement touchés par

la crise économique, qui n'ont trouvé que ce moyen pour exprimer leur mécontentement.

La gauche radicale, pour sa part, est assez faible, et repose avant tout sur la gauche du mouvement anarchiste. Il y a aussi diverses organisations trotskistes — dont deux à Moscou — et une kyrielle de trotskistes indépendants. Malgré notre faiblesse numérique, nous essayons d'être actifs ; nous organisons régulièrement des petites manifestations à Moscou. Mais la situation s'aggrave à cause de l'absence d'un mouvement ouvrier puissant et indépendant.

◆ *Il semble que plusieurs groupes ouvriers militants, qui avaient auparavant une ligne assez indépendante (surtout les syndicats des mineurs) ont été cooptés par les partisans d'Eltsine et ont aujourd'hui des positions "loyales". Comment envisagez-vous le rôle des syndicats ?*

**A. B.** La situation est très complexe. Une grande partie du mouvement ouvrier — dont les syndicats indépendants de mineurs — soutient le gouvernement actuel, tout en luttant pour certaines revendications et pour des changements de politique, mais refuse de remettre en cause l'ensemble de la politique suivie.

Cela tient au caractère de la classe ouvrière, et surtout des salariés, qui sont dans une situation très particulière. Ils sont payés par l'Etat, qui apparaît comme le capitaliste universel ; ils bénéficient de garanties sociales importantes, mais toute initiative est réprimée. Mais il existe aussi un penchant pour l'autogestion, qui s'était manifesté durant les grèves de l'été 1989.

Aujourd'hui, dans le Kouzbass, les anciens comités de grève sont les premiers à s'opposer aux luttes pour l'amélioration des conditions de vie menées par d'autres secteurs. Cette fragmentation et cet isolement étaient caractéristiques de l'ancien régime. Je crains que, dans l'avenir, la détérioration de la situation économique conduise à des explosions spontanées, qui pourraient être récupérées par les mouvements communistes nationalistes ou par l'extrême droite.

Nous n'assistons malheureusement pas à l'émergence d'organisations de base des travailleurs ; les luttes disparaissent sans laisser de traces ; toutes les tentatives pour maintenir des structures de coordination sont restées vaines. Lors du premier Congrès du mouvement indépendant des travailleurs, dans le Kouzbass, en mai 1990, est apparu un groupe avec une orientation socialiste — favorable à l'autogestion et à la propriété

1) Voir *Inprecor* n° 338, 342 et des 11 octobre et 6 décembre 1991 et n° 345 du 31 janvier 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

collective. Mais toutes les tentatives pour le relancer sont restées vaines, à part la constitution de quelques groupes locaux qui existent toujours, tel le syndicat Rabortchi (Travailleur) dans l'Oural et la Volga.

**B. S. :** La ligne officielle vis-à-vis de la classe ouvrière est toujours la même : diviser pour mieux régner. Ainsi, les salaires des mineurs ont décuplé : ils gagnent de 13 à 15 000 roubles par mois, contre 1 000 à 1 500 pour un enseignant ou une infirmière. Un tel abîme n'existait même pas sous Staline.

De tels écarts provoquent des conflits entre différentes parties du mouvement ouvrier, et, pour l'instant, il n'existe aucune force syndicale capable de rassembler toutes les branches. Telle est la principale faiblesse du mouvement syndical, d'où découle la première tâche de la gauche : unifier le mouvement ouvrier. Mais, pour y parvenir, la gauche devra d'abord se regrouper elle-même. Si elle réussit à tisser des liens avec le mouvement syndical progressiste, on pourra être optimiste.

**V. D. :** Les forces soutenues par les nouveaux syndicats sont arrivées au pouvoir. La direction du Syndicat indépendant des mineurs a été jusqu'à publier une déclaration expliquant qu'elle ne soutenait pas la vague de grèves actuelle dans le Kouzbass et dans d'autres régions car elle ne voulait pas entraver le programme économique du gouvernement.

Cependant, dans les syndicats indépendants, tout le monde n'est pas d'accord avec cette ligne. Dans certaines régions, des positions plus radicales apparaissent, comme dans le syndicat des mineurs du Donbass et du Karaganda. L'autogestion a toujours des adeptes qui la conçoivent non pas comme une forme d'organisation alternative de l'ensemble de la société, mais comme transfert de la propriété de telle ou telle entreprise à ses salariés, ce qui représente un progrès par rapport au modèle bourgeois dominant.

Quant aux syndicats officiels, ils ont deux faiblesses structurelles : un total désintérêt pour leur base — il s'agit souvent d'organismes chargés surtout de l'assurance sociale ou de la répartition des congés — ; et leur forte bureaucratisation. Les nouveaux syndicats indépendants se sont aussi très rapidement bureaucratisés.

On trouve deux tendances dans les syndicats officiels : une ligne conciliatrice vis-à-vis du gouvernement, développée par la direction des syndicats russe — la Fédération des syndicats indépendants de Russie ; une autre, plus centriste, et dans un sens plus radicale, surtout dans les grandes villes telles Moscou, Léninegrad, etc.

Le mouvement ouvrier russe est aussi

actuellement marqué par l'absence totale de solidarité.

♦ *Comment la gauche, avec ses faibles forces, peut-elle intervenir dans la situation actuelle ? Quel rôle un mot d'ordre comme l'autogestion peut-il jouer face à la privatisation à grande échelle qui se prépare ?*

**B. G. :** L'idée de l'autogestion est bonne, elle peut jouer un rôle face aux privatisations et aux dirigeants actuels du pays, qui veulent transférer la propriété des collectifs de travail à des capitalistes. Cependant, je ne pense pas que l'autogestion doive être notre principale revendication, et le moyen de construire une nouvelle société en Russie. Dans un futur proche, je n'envisage pas une autogestion généralisée ou la possibilité de conquérir le pouvoir sur cette base. C'est une idée pour l'avenir.

Si la gauche réussit à fonder un vrai mouvement puis une coalition avec d'autres forces démocratiques lors d'une campagne électorale, elle aura la possibilité d'arriver au pouvoir en conservant ses principes démocratiques, et, alors, l'idée de l'autogestion pourra être remise à l'ordre du jour.

Mais, dans de nombreux secteurs, cette perspective a connu des revers. Le gouvernement prévoit d'ailleurs de supprimer les Conseils de collectifs de travailleurs (CCT) dans les entreprises.

**V. D. :** Personnellement, je ne crois pas que la gauche puisse arriver au pouvoir par des raccourcis, et certainement pas dans une coalition avec les démocrates. L'autogestion organisée par le haut — envisagée par des membres de la gauche "molle" — ne fonctionnera pas et ne résoudra rien. Seule l'auto-organisation des travailleurs à la base pourrait marcher : les gens doivent commencer à agir et à prendre leur destinée en mains. Sans cela, nous serons condamnés à répéter ce qui s'est passé durant les premières années de la perestroïka, quand des mouvements de masse, qui avaient été relativement puissants et larges, ont été écrasés par leurs dirigeants. Ces derniers, qui ont été élus à différents fauteuils, ont endormi les mouvements, et les ont transformés en groupes de soutien autour de leur personne.

Nous devons nous attendre à de très nombreuses fermetures d'entreprises publiques. Les travailleurs vont se

retrouver à la rue, avec des allocations de chômage misérables... Que se passera-t-il alors ? La seule chose que nous pouvons conseiller — et, là, la gauche peut jouer un certain rôle —, c'est de préparer des grèves et des occupations d'usine.

**A. B. :** Je pense que l'idée de l'autogestion peut servir dans différents contextes. Avant tout, dans la lutte pour des modèles alternatifs de privatisation, de "désétatisation" ou plutôt de "débureaucratisation". Les travailleurs doivent devenir les gérants de leurs entreprises à travers la propriété collective. Nous avons établi des contacts à ce sujet avec des collectifs de travail et des syndicats. Ainsi, à l'université, nous avons une école permanente sur l'autogestion à laquelle participent des groupes de 50 à 60 personnes tous les deux mois.

Il y a des formes d'autogestion dans les quartiers, qui s'effondrent et qui réapparaissent tour à tour. C'est un processus permanent depuis trois ans : des structures autogestionnaires surgissent, se bureaucratisent, disparaissent et, au bout d'un moment, elles resurgissent dans un autre quartier, ou dans le même sur de nouvelles bases. Mais comme il n'existe aucune instance centrale, ces structures isolées s'effondrent.

Il faut appliquer l'idée autogestionnaire à l'économie, à la politique et à la sphère sociale, dans la lutte contre le régime actuel, qui devient de plus en plus statique et autoritaire.

Nous devons soutenir l'autogestion concrète, et encourager le rapprochement d'organisations sociales comme les syndicats, les associations de consommateurs, les groupes écologistes, le mouvement des femmes, les organisations de jeunesse, etc., pour les associer, à tous les niveaux, à la gestion des processus économiques et sociaux.

Nous organiserons bientôt une table ronde pour discuter d'un programme économique alternatif, avec des représentants des consommateurs, le syndicat des collectifs de travailleurs, des syndicalistes et des intellectuels. Notre objectif est de tenir à la fois une conférence sur ce thème et un congrès des forces de gauche — si nous réussissons, ce sera un réel pas en avant.

**V. D. :** Il me semble que la tâche la plus importante pour le moment est d'arriver enfin à une collaboration plus concrète avec le mouvement de masse, plutôt que d'élaborer des concepts qui essayent de tout englober. ★

Moscou, mai 1992  
Propos recueillis par Poul Funder Larsen



# Le ras-le-bol des blouses blanches



Le 20 avril 1992, les travailleurs de la santé de la ville de Chelyabinsk, dans l'Oural russe, ont entamé une grève après avoir organisé pendant dix jours des piquets devant les immeubles de l'administration. Ce mouvement de protestation contre les salaires de misère et les conditions dramatiques du système de santé (voir *Inprecor* n° 350 du 10 mars 1992) devrait déboucher sur une grève générale de la santé dans toute la Russie.

**Poul FUNDER LARSEN**



**C**HELYABINSK, avec ses 1,5 million d'habitants, est une des principales villes industrielles de l'Oural, épine dorsale du complexe militaro-industriel. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle

avait été baptisée *Tankograd*, parce qu'un tank soviétique sur trois y était fabriqué. La prépondérance de l'industrie lourde, liée au secteur militaire, constitue toujours un facteur dominant : 90 % de la production de Chelyabinsk et des alentours est plus ou moins étroitement liée aux objectifs militaires.

En 1957, cette région avait subi fortement les fuites de l'installation nucléaire voisine. L'étendue exacte des dégâts reste inconnue, mais, selon des informations locales — non reconnues officiellement —, une deuxième fuite aurait eu lieu en 1965. A cause de ces accidents nucléaires et de la pollution généralisée produite par les industries, la situation écologique est critique, ce qui a des conséquences majeures pour la santé de la population. Le service de santé de Chelyabinsk est encore en plus mauvais état ; surtout à cause des coupes claires faites dans les dépenses sociales par le gouvernement d'Eltsine suivant les instructions du Fonds monétaire internationale (FMI).

La distribution centrale de médicaments aux hôpitaux et aux cliniques a cessé et les pharmacies sont tout aussi vides. On trouve, par exemple, difficilement des antibiotiques à Chelyabinsk ; les médicaments sont disponibles au marché noir mais à des prix inabornables.

Les équipements et les bâtiments du ser-

vice de santé sont usés. Dans le plus grand hôpital de la ville, le département de gynécologie se trouve dans un baraquement qui date d'avant la révolution d'Octobre ; tout près, un édifice de douze étages presque fini est sur le point de s'écrouler parce qu'il n'y a plus d'argent pour achever la construction.

La banqueroute du secteur public de santé a de graves répercussions, aggravées par la malnutrition générale : la diphtérie devient monnaie courante ; la typhoïde et le choléra — éradiqués en 1929 — menacent de réapparaître. Une partie importante de la population est maintenant obligée de payer pour les soins de santé et de s'adresser à l'une des nombreuses coopératives médicales qui surgissent actuellement.

Dans beaucoup d'endroits, il devient tout simplement impossible de subir certaines opérations chirurgicales si on n'apporte pas soi-même du iode, du coton, etc.

## Des "hordes rouges-brunes"

Lorsque les travailleurs de la santé de Chelyabinsk ont démarré leur mouvement, les autorités de la ville ont essayé de les intimider. Une des grévistes, le docteur Elena Kouklina, par ailleurs militante du club Rabocchi, déclare : « *L'administration de la ville essaye de nous montrer comme des tenants de la médecine privée, ce qui est absolument faux. Nous voulons que le service de santé soit gratuit. Lorsque les gens sont descendus dans les rues, il y a un an, était décrite comme "la voix des masses" ; mais aujourd'hui, lorsque nous entrons en action, l'administration nous traite de "hordes rouges et brunes".* »

Jusqu'à présent, les travailleurs de la santé étaient considérés comme un des groupes les moins actifs, mais l'envolée des prix de ces quatre derniers mois, qui n'est accompagnée d'aucune indexation des

salaires, a fait déborder la coupe. Comme le soulignait le dirigeant du comité de grève du plus grand hôpital de Chelyabinsk, Vadim Syamtyenko : « *Nous étions des partisans décidés des réformes, mais nous avons été profondément choqués par la voie choisie dernièrement. Nous sommes maintenant dans un état de pauvreté totale. Aujourd'hui, un docteur expérimenté, bien formé, gagne au plus 1 000 roubles par mois — ce qui ne suffit même pas à acheter une seule chaussure ! Les infirmières et les autres travailleurs de la santé gagnent encore moins.* »

» *Il y a un an, nous avons commencé à nous organiser, à l'époque aidés par les dirigeants des syndicats, mais ils se sont montrés inefficaces ; cette année, nous avons monté un comité de grève au niveau de la ville et de l'oblast (région), en nous appuyant sur la base. Le syndicat nous a apporté une certaine aide morale, mais il ne dirige pas le mouvement. Certains suggèrent que nous formions un syndicat indépendant, mais pour le moment ce projet reste embryonnaire.*

» *Dans notre lutte, nous avançons des revendications pour l'amélioration du service de santé, mais nous exigeons aussi une hausse importante de nos salaires. Nous avons reçu le soutien, entre autres, des mineurs de la région — nous avons collecté des fonds lors de leur grève. Je pense que la population comprend et soutient nos actions.* »

La grève des travailleurs de la santé de Chelyabinsk a attiré l'attention, et a été plusieurs fois mentionnée à la télévision. Elle survient alors que d'autres employés du secteur public mal payés sont aussi en grève — par exemple, les instituteurs du Kouzbass, en Sibérie de l'Ouest. En tout, il y a eu plus de 400 grèves dans la santé et l'éducation depuis janvier 1992, lorsque les prix ont été augmentés ; en revanche, les ouvriers industriels semblent plus passifs.

La grève générale de tous les travailleurs de la santé de Russie est reportée depuis avril à cause des négociations avec le gouvernement, mais l'exemple de Chelyabinsk montre que la situation au niveau local et régional demeure tendue. A leur tour, de telles luttes peuvent se transformer en un mouvement capable de tenir tête aux politiques économiques du gouvernement. ★

Chelyabinsk, avril 1992

*Vous pouvez envoyer des télégrammes de soutien à :*

CEI 454080- Chelyabinsk  
Ulitsa Vorvskovo 16 — Chelyabinskaya  
Gordorskaya Bolnista n° 1  
Profsoyuznyi Komitet.

## TIERS MONDE

### Contre sommet à Munich

Comme tous les ans depuis 1975, les chefs de gouvernement des Etats-Unis, d'Allemagne, de France, du Japon, d'Italie, du Canada et de Grande-Bretagne, ainsi qu'un représentant de la Commission de la Communauté européenne (CE) se retrouveront à Munich, du 6 au 8 juin 1992, pour la réunion du Groupe des sept. Le choix de l'Allemagne réunifiée comme hôte de ce sommet n'est pas anodin : ce pays veut étaler sa puissance économique à la face du monde.

Un des principaux thèmes de cette rencontre entre les dirigeants des sept pays les plus riches sera d'ailleurs l'avenir politique et économique de l'Europe de l'Est.

A l'initiative des organisateurs de la campagne contre le Fonds monétaire international (FMI), qui s'était déroulée à Berlin en 1988, et du groupe L'autre sommet économique mondial (TOES), une manifestation aura lieu le 4 juin à Munich ; en outre, du 3 au 5 juin, se tiendra un contre-sommet, visant à dégager des alternatives au "nouvel ordre" capitaliste plus justes pour les peuples du Sud, avec la participation de représentants de diverses organisations de libération et de mouvements populaires du tiers monde. Une place toute particulière sera réservée aux membres des communautés indigènes et du mouvement social latino-américain, en cette année de commémoration du Ve centenaire de la "Découverte" de l'Amérique. ★

## GUATEMALA

### Rigoberta Menchu candidate au prix Nobel de la Paix

Agée de 33 ans, la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, dirigeante du Comité d'unité paysanne (CUC), est candidate au prix Nobel de la Paix 1992.

Fille de dirigeants indigènes chrétiens du département d'El Quiché, Rigoberta connaît, depuis son enfance, la discrimination et l'exploitation dont sont victimes les paysans de son pays.

En 1979, elle rejoint le CUC — fondé en 1978, par des paysans indigènes et métis des hauts plateaux du Guatemala. En 1980, son père meurt brûlé à l'ambassade d'Espagne de Guatemala-Ciudad, avec 38 autres personnes, lors de l'assaut de cet édifice par les forces de l'ordre pour en déloger les manifestants qui l'avaient occupé pacifiquement — des syndicalistes et des

paysans qui voulaient dénoncer à l'opinion publique internationale les exactions de l'armée dans le Quiché. Trois mois plus tard, sa mère était séquestrée, torturée et assassinée ; plusieurs de ses frères furent abattus par l'armée.

En 1981, Rigoberta Menchu, menacée de mort, fut contrainte de quitter le Guatemala, ; elle commença à parcourir le monde pour dénoncer la situation faite à son peuple. Depuis 1982, elle s'est surtout efforcée de dénoncer les violations des droits de l'homme devant les Nations-Unies.

Elle participe aussi au Conseil international des traités indiens (CIT), depuis 1986.

Lors de la célébration de la Ile Rencontre continentale "500 ans de résistance indigène et populaire" au Guatemala, en octobre 1991, les 400 représentants des peuples indigènes ont décidé de présenter sa candidature au prix Nobel de la Paix 1992. ★



## GRECE

### Pacifistes emprisonnés

En Grèce, un Comité antiguerre et antinationaliste a été créé, à l'initiative de la gauche révolutionnaire et anticapitaliste, dans le but de lutter contre les prises de positions de plus en plus belliqueuses des politiciens grecs vis-à-vis de la Macédoine yougoslave (le reste de la Macédoine se divise entre la Grèce et la Bulgarie). Le parti au pouvoir, la Nouvelle démocratie, et le Mouvement panhellénique socialiste (PASOK, social-démocrate), rivalisent de fermeté contre la constitution d'une république indépendante de Macédoine (voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991). D'après eux, il faut préserver la "grécité" de la Macédoine, au nom d'Alexandre le Grand, et ils semblent prêts à entraî-

ner la Grèce dans un conflit armé pour empêcher les dirigeants de Skopje [capitale de la Macédoine yougoslave] de proclamer leur indépendance. Selon le Comité, ce déchaînement de passion vise à faire oublier aux Grecs la profonde crise économique qui frappe le pays.

Face à l'hystérie nationaliste et au chauvinisme développés par les médias, les politiciens et l'église orthodoxe, le Comité antiguerre et antinationaliste a organisé deux meetings publics sur le nationalisme, et une manifestation, qui a regroupé environ 1 000 personnes, le 16 avril 1992, à Athènes. Il a aussi pris des contacts avec les mouvements de la paix de Serbie et d'autres régions de l'ancienne Yougoslavie, dans le but d'organiser des actions conjointes.

Le Comité antiguerre et antinationaliste est victime d'un black-out total de la part des médias, et de la répression policière : le 6 mai 1992, quatre militants ont été condamnés à 19 mois de prison chacun pour avoir distribué un tract antinationaliste — la répression s'amplifie car, en mars, six militants avaient écopé de six mois de prison chacun pour un collage d'affiches sur le même thème. ★

Envoyez des messages de solidarité au :  
Comité antiguerre et antinationaliste  
35 Valtetsiou - 106 81 Athènes - Grèce.

## THAILANDE

### Appel à la solidarité contre les bouchers de Bangkok

Le 17 mai 1992, entre 200 000 et 300 000 personnes s'étaient rassemblées pacifiquement sur la place Sanam Luang de Bangkok pour demander la démission du Premier ministre, le général Suchinda, et réclamer des réformes démocratiques.

Le 18 mai, malgré une première intervention violente de la police et de l'armée, environ 50 000 manifestants ont choisi de se regrouper autour du Monument de la démocratie et de continuer à exposer leurs revendications ; des émeutes antigouvernementales ont parallèlement éclaté dans toute la capitale.

Très vite, l'armée et la police thaïlandaises ont exercé une répression sauvage pour "nettoyer" les rues de Bangkok de toute forme de contestation, causant au moins 100 morts et plusieurs centaines de blessés.

Le prochain numéro d'*Inprecor* reviendra de manière approfondie sur cette explosion dans l'un des pays asiatiques présenté, encore récemment, comme "modèle" par le Fonds monétaire international (FMI).

Le Centre asiatique pour le développement des droits de l'homme nous a demandé d'envoyer des messages de protestation contre la violence au Premier ministre thaïlandais — General Suchinda, Government House, Thai Ku Fah, Pitsanulok Road, Bangkok - 10300 Thaïlande — et au roi de Thaïlande — King Bhumibol, Chitlada Palace, Bangkok 10200 Thaïlande. ★